

---

## L'IMPOSTURE HUMAINE ESSAI DE BRUTALISATION DES SOCIÉTÉS HUMAINES

Laurent Pochat

**Résumé :** Les révoltes ou manifestations d'hostilité sont des prémices de faits annonciateurs de grands bouleversements dans la société. La répression d'un temps encourage l'expression publique de libertés, longtemps réduite au silence. Les révolutions européennes d'hier n'ont jamais été aussi actuelles devant les enjeux planétaires. Cet héritage témoigne de la sphère d'influence des États régulateurs de l'ordre international, comme jadis les guerres ont influencé à leur rythme les perspectives de révolution. Le processus révolutionnaire consacre en théorie un transfert de pouvoir vers une autre juridiction souveraine aux prétentions ni plus ni moins hégémoniques. La désintégration des empires ou de diverses coalitions ont créé des situations révolutionnaires, des rivalités de conquête et de déstabilisation de systèmes politiques. La convergence de la fonction du Politique au Droit impose un système de contraintes juridiques notamment en démocratie pour atténuer l'usage de la force et la restriction des émotions. Mais si la règle de droit international est biaisée par le clientélisme, par des réseaux aux marges de la légalité, des systèmes d'alliances subversives ou des marchés d'intérêt, alors le processus insurrectionnel a encore de l'avenir dans la formation de nouveaux centres de pouvoir et de configuration de territoires d'exception.

**Mots-clés :** violence, paix, polémologie, conflit, liberté.

### Human imposture Test of *brutalisation* of the human societies

**Abstract:** The revolts or demonstrations of hostility are first steps of facts heralding great upheavals in the company. The repression of a time encourages the public expression of freedoms, reduced a long time to silence. The European revolutions of yesterday were never also current in front of the planetary stakes. This heritage testifies to the sphere of influence of the regulating States of the international order, as formerly the wars influenced the prospects for revolution. The revolutionary process devotes in theory a transfer of power towards another sovereign jurisdiction. The disintegration of the empires or various coalitions created revolutionary situations, competitions of conquests and destabilization of political systems. The convergence of the function of the Policy to the Right imposes a system of legal constraints in particular in democracy to attenuate the use of the force and the restriction of the emotions. But if the international legal law is skewed by the *clientelism*, networks with the margins of legality, systems of alliances subversive or markets of interest, then the insurrectionary process still has future in the build of new power's centers and system of exceptional territories.

**Key words:** violence, peace, polemology, conflict, freedom.

« La politique est l'art de gouverner les peuples. Elle doit avoir pour objet de rendre une nation heureuse au dedans, et de la faire respecter au dehors... ».

Jacques-Antoine-Hippolyte de Guibert (1743-1790)

« Le Moyen Âge, presque d'un bout à l'autre, et particulièrement l'ère féodale ont vécu sous le signe de la vendetta privée (...) Le sang appelant le sang, d'interminables querelles, nées de causes souvent futiles, jetaient les unes contre les autres les maisons ennemies ».

Marc Bloch (1886-1944), *La société féodale* 1939-1940

Vers 1770, « Rien qui blesse leur intérêt et leur gloire » ainsi le Comte de Guibert définit le roi de Prusse et la tsarine comme des souverains très philosophes. Pouvoir contre liberté, l'humanité souffre en tout des excès de l'homme, avidité, cupidité, carences jusqu'à l'extrême banalisation de la violence. L'escalade de la révolte vers l'acte révolutionnaire est récurrent à la nature humaine, les récentes révolutions du monde arabe n'y échappent pas. La désignation de l'anomie dépeint le signe d'une désorganisation, d'une déstructuration d'un groupe d'individus, ou d'une société entière qui voit peu à peu ses lois, ses normes, ses valeurs communes disparaître progressivement en peur, incertitude et néant. Le fléau des guerres influence le comportement des révolutions ou des crimes à l'échelle mondiale. Marc Bloch décrit ainsi la société féodale et son retour qui nous guette aujourd'hui vers le chaos. Les conflits de tous les temps que l'on peut appeler révoltes populaires, révolutions, insurrections, guerres de conquête, déplacements de population, mutations forcées avec des dommages collatéraux nous imposent de repenser le monde. Mais comment ?

Sous Louis XV, la politique étrangère allait au plus mal, cause de l'affaiblissement de l'absolutisme, de guerres inutiles et du mécontentement des couches populaires. L'Ode VIII sur la paix de 1736 de Voltaire répond à la discorde des rois : « *Jetez ces armes mercenaires : Que cherchez-vous dans les combats ? Quels biens poursuit votre imprudence ? En aurez-vous la jouissance ? Dans la triste nuit du trépas ?* Absurdité des conflits répond l'abbé de Saint-Pierre dans son *Projet de Paix perpétuelle entre les Potentats de l'Europe* ». Dresser un bilan des grands mouvements de rébellion n'est pas convenu, au vu de comprendre l'essence même de telles révoltes ou révolutions dans notre quotidien. Que peut-on retenir de tels mouvements ? Qu'y a-t-il de commun entre les révoltes et les prémices révolutionnaires des hommes d'avant... du XVIIe siècle, XVIIIe siècle et ceux d'aujourd'hui ? La contestation en elle-même n'est-elle pas inhérente à l'être humain ? Ce qui semble pourtant caractériser tous ces mouvements est à la base une forme de résistance, d'opposition à un certain ordre. Néanmoins, le trait commun qui se profile dans tous ces mouvements est celui de la violence et de la brutalisation de la société. À l'échelle du temps, on peut sans prétention distinguer trois types de mouvements fondés sur une typologie de la violence et une mémoire sacrifiée.

- Le temps court : c'est celui de la rupture, de la soudaineté de la violence marquée par la passion, le rejet d'un héritage et des formes de doléances...
- Un temps long : des mouvements d'opinion (déception, intérêt...) se radicalisent, une structuration des systèmes politiques agit sur les oppositions, les conceptions nouvelles de l'art de gouverner...
- Un temps futur, une forme de projection dans le lointain : un changement de mentalités ? De nouvelles valeurs ? Un pouvoir soumis à la permanence du conflit, source de vitalité.

La distance entre ces trois temps, en toute modestie, reflète nos incohérences, nos dysfonctionnements volontaires ou non, pour ne pas dire nos défaites dans notre manière d'appréhender nos comportements en société. Entre hier, aujourd'hui et demain, y a-t-il de si grandes différences dans la manière de vivre et de penser ? En d'autres termes, les préoccupations d'un Sully au XVIe siècle qui souhaitait policer, pacifier les mœurs dans des projets d'organisation de société internationale ne sont-ils pas encore d'actualité au XXIe siècle ? Mais tout dépend de la manière dont nous interprétons la notion de révoltes, où le concept de révolution ? L'histoire regorge de mouvements de révoltes et de révolutions. Ont-ils tous des points communs ? La révolte peut être immédiate, irréfléchie, celle d'un seul homme ou d'un groupuscule parce qu'elle renvoie aux pulsions, de la soudaineté dans l'action. La révolution est un processus plus long et plus lent, mais dont les effets sont tout aussi indésirables que la révolte spontanée. Il y a une grande part d'incertitude dans tous ces mouvements de société qui tendent vers une autre manière de concevoir notre existence. Nous connaissons les révoltes sociales dans l'histoire, dont Rome la Romaine illustre bien les tensions et le règne de l'insécurité. Les guerres religieuses confortent la cupidité des gens de pouvoir avec son cortège d'atrocités. La longue révolution de 1789 et son prolongement ailleurs et en France jusqu'à l'instauration de la IIIe République constituent une mémoire à elle seule dont le courant artistique et littéraire, le romantisme s'en inspirent dans la libre expression des sentiments. Le XIXe siècle est celui des mouvements nationalistes et patriotiques, Mazzini le républicain, les Carbonari vers 1830, le mouvement des jeunes Turcs vers 1895... Les révolutions issues des guerres mondiales telles que la révolution russe, la révolution turque de Moustafa Kémal puisent leur énergie dans l'échec des régimes en déliquescence. La révolution allemande était imminente à Berlin en 1919.

Les mouvements révolutionnaires de l'après-Deuxième Guerre mondiale excellent dans l'autodétermination des peuples et la voie de l'indépendance dans les colonies dans un contexte de guerre froide. Plus récemment, les révolutions douces telles que la révolution de velours en Tchécoslovaquie, la réunification allemande ou plus encore la révolution orange, les révolutions arabes... nous rappellent que finalement tout régime est en transit et donc mortel. Toutes ces révolutions n'ont certes pas la même importance, mais elles ont un point commun, résister. Actuellement, le mouvement des indignés s'inscrit dans cette tradition. Face à cette tendance, la dynamique

révolutionnaire est beaucoup plus large dans son acception culturelle qu'il n'y paraît. Dans le plus profond de notre histoire, l'homme avait déjà fait sa révolution culturelle en nous transmettant la langue, le son, la roue, l'art, notamment les arts rupestres... Le long Moyen Âge dont particulièrement la période du Xe au XIIe siècle, au cours duquel un processus de mutations s'est enclenché vers une société nouvelle, la déforestation, les techniques agricoles, la ville... incarne la dynamique d'un temps long révolutionnaire. L'art militaire a aussi évolué entre guerres privées et guerres dites «la Juste Cause» qui annonce l'État souverain avec une telle dimension dans les découvertes scientifiques et techniques qu'elle a permis de penser des types de révolution peut-être encore plus violents et passionnels. Enfin, l'approche du droit des gens a certainement contribué à une très grande révolution culturelle au cours de l'histoire en contraignant les nations, les États naissants à la négociation diplomatique. Ses puissances publiques aux prérogatives élargies par le droit de la guerre contiennent les émotions de la communauté. C'est l'affirmation de la violence légalisée et contrôlée dans et par la sphère publique. Cela vaut jusqu'à la période récente que la mondialisation - entendons par là le comportement transnational des organisations déterritorialisées - va mettre à mal. *A contrario*, il semblerait que l'État dans sa composante régaliennne traverse une crise qui se manifeste par un effet réducteur de la force publique au bénéfice d'organisations atypiques. C'est la raison pour laquelle il y a une montée des tensions avec le risque d'anomie qui est toujours bien réel dans nos sociétés, peut-être bien plus encore aujourd'hui quand l'avenir des États pour le maintien de la paix est sujet à discussion ? La révolte soudaine, le comportement du *dépassement de soi*, la révolution naissante ou tous mouvements de rébellion sont des entités permanentes à la nature humaine, mais directement inspirée de la guerre, de l'émotion et des pulsions et intrinsèquement comme le soulignait Albert Camus, *Les fléaux, en effet, sont une chose commune, mais on croit difficilement aux fléaux lorsqu'ils vous tombent sur la tête. Il y a eu, dans le monde, autant de pestes que de guerres. Et pourtant pestes et guerres trouvent les gens toujours aussi dépourvus.*

Ne sommes-nous pas responsables et coupables des fléaux quels qu'ils soient infligés à la vie? ....*Sçachant qu'il y a plusieurs bourdes, faulsetés et impostures reçues au monde avec approbation et applaudissement...* Ainsi en 1601, Pierre Charron (1541-1603), s'exprimait dans son *Traité de la Sagesse* entre religion, morale et éthique de la laïcité.

## 1. Le tumulte des conflits

### - La cartographie tronquée

Inattendu, mais compréhensible dans l'essence même de la contestation, il faudrait porter une attention particulière à la géographie des cartes. La cartographie a un pouvoir dans l'histoire, les changements de régime ou de civilisation opérés n'ont pas omis l'usage des cartes, comme ce fut le cas pour le passage de la féodalité au capitalisme. D'une manière générale, les hommes de

pouvoir prennent conscience peu à peu de l'usage des cartes comme élément de pouvoir sur la population d'une zone géographique. C'est en cela qu'il y a un début de convoitises, de contrôle de territoires au détriment de la communauté. Dans ce contexte, on peut créer, voire attiser les prémices des révoltes notamment chez les paysans en surnombre dans la hiérarchie des ordres. Les plans cadastraux sont un moyen de contrôler les paysans, ils constituent pour la puissance publique un principe de légitimer sa position. La cartographie confirme scientifiquement la position du savant dans le règlement de litiges dans les zones rurales. C'est ainsi que la cartographie va servir de marquage entre la privatisation de biens, de droits de propriété contre l'ensemble de valeurs qui existent au sein de la communauté paysanne et cela au cours de plusieurs siècles. Ces cartes vont compromettre l'ordre existant et le principe de la transmission de l'héritage tant à l'échelle privée que publique. Par extension, les autorités politiques vont très vite s'en servir à des fins de propagande, de contrôle de frontières et d'aménagement territorial ... La carte constitue donc un lien direct avec l'ascension de l'État-nation à l'époque moderne et va d'une certaine manière compromettre l'équilibre des nations, des peuples, des communautés en créant un différend avec celui des minorités nationales. Les cartes sont donc liées aux conflits de tous types et acquièrent force de loi de l'Antiquité au Moyen Âge, à l'époque moderne et contemporaine.

Voici un extrait qui marque la réalité des cartes politiques <sup>1</sup>:

Le Tsar  
et, toi, mon fils, que fais-tu ? Qu'est-ceci ?

Fyodor  
C'est la carte de Moscovie, c'est notre empire  
de bout en bout. Tu vois :  
Là, c'est Moscou,  
Là Novgorod, ici Astrakhan.  
Voici la mer,  
Voici les épaisses forêts de Perm,  
et puis voilà la Sibérie.

Le Tsar  
Et qu'est-ce que c'est, ce qui serpente là,  
Comme un dessin de broderie ?

Fyodor  
C'est la Volga.

Le Tsar  
Que c'est bien ! Ah ! Voilà le doux fruit de l'étude !  
Comme du haut des nuées, tu peux d'un seul regard embrasser  
Tout l'empire : frontières, villes  
et fleuves !

*Alexandre Pushkin,  
Boris Godounov*

Dans l'Irlande du XVII<sup>e</sup> siècle, les cartes transmettent des informations selon l'état d'esprit entre les protagonistes anglais et irlandais et la complicité des structures politiques officielles (Système d'*enclosure* et manœuvres de privatisation de biens communautaires hérités légalement). Le conflit est sous-jacent notamment quand les géomètres excluent délibérément des parcelles de territoires irlandais au bénéfice de propriétaires anglais. Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de l'impact de la carte dans la conscience des gens. Les cartes omettent donc la réalité du terrain, elles sont donc silencieuses. Elles peuvent aussi être falsifiées pour des raisons militaires, ou faire valoir des droits en présentant des documents non conformes à la réalité historique. Ainsi les cartes sont donc un outil technique qui définit des rapports sociaux, de nouvelles valeurs, un nouvel ordre politique dont la contrepartie résulte de tensions ou de compromis plus ou moins légalisés. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les empires coloniaux ont lâchement procédé à un découpage territorial de leurs sphères d'influence, mais aux conséquences bien connues. Encore récemment, l'Afghanistan n'a jamais eu, depuis les tentatives britanniques du XIX<sup>e</sup> siècle, de frontières parfaitement réglementées par le droit international. Par ailleurs, les frontières administratives reconnues en tant que frontières internationales se greffent dans une autre perspective à l'issue de la décomposition de l'ex-Yougoslavie en 1991. L'État d'Israël s'attelle à persuader le bien-fondé de ses frontières à l'aide de cartes d'État-major même si elles comportent des anomalies. Les tensions permanentes aux frontières sont l'occasion de révoltes soudaines. D'une manière générale, ce type de révoltes contient en son sein des rivalités plus profondes notamment, le caractère civilisationnel et culturel de chaque société.

### - Des rébellions, émotions de l'instant

Les révoltes ne sont pas nécessairement dirigées contre le système politique en place. Elles témoignent souvent de manifestations occasionnelles, de faits de société. La révolte du papier timbré ou des Bonnets rouges (Papier timbré spécial exigé pour les actes authentiques et judiciaires et taxe sur le tabac) n'est pas en soi un des mouvements violents qui remettent en cause l'autorité du roi et encore moins la finalité du royaume de Dieu. Un autre lieu en 218–31 av. J.-C., les institutions et la vie politique à Rome ont beaucoup évolué au gré des guerres et des mutations économiques. Le déclin de valeurs civiques et certainement celui de repères existentiels de la société romaine devraient nous faire prendre conscience de l'étendue et de la gravité des conflits. La richesse était mal répartie avec une corruption ou les consuls faisaient des profits importants. Des taux d'intérêt exorbitants dans les prêts accordés aux cités d'Asie permettaient de faire d'énormes bénéfices. Le pouvoir et la richesse se lient donc avec une forte spéculation dans l'exploitation des mines, du bien foncier, de l'approvisionnement en céréales vital pour la capitale. Le clientélisme se développe aux marches d'une pauvreté, l'évergétisme n'y suffit pas pour combler l'écart de richesse. Rien ne surprend quand éclatent à Rome des émeutes et disettes surtout à la fin de la République, une situation qui se complique par un exode rural et une dépendance

des citoyens vis-à-vis du pouvoir et de la redistribution des terres. Or, il fallait surtout museler les risques de révoltes par un approvisionnement régulier en blé de la campagne vers la ville pour éviter la faim. Dans un tel contexte, la redistribution des biens se fait de manière illégale et profite souvent au délateur, au trésor, aux alliances.

Le fait social révèle aussi le caractère des hommes de pouvoir. Qu'ils soient de grands leaders, des décideurs ou des hommes de faiblesse bénéficiant d'un statut protecteur ou ayant une lignée afin d'abuser de tout et de son contraire. Au Moyen Âge, les affaires ou l'affairisme étaient monnaie courante. En voici une chanson de troubadour qui montre la vitalité d'esprit des gens de l'époque. C'est un acte qui exprime l'état d'esprit des prédateurs, notamment dirigé contre Guilhem IV de Forcalquier, un *sirventes* écrit vers 1196 et 1209 :

«- Sur cette musique, que je trouve légère et plate, je veux faire entendre un *sirventes* méprisable. On n'est pas blâmé quand on ne fait pas une bonne chanson sur un motif vil et sur un homme qui ne vaut rien. Et si le seigneur Ghilhem se gardait de commettre des fautes aussi bien qu'il se garde qu'on ne doive en dire aucun bien, il serait par sa valeur tout autant au-dessus des hommes de mérite qu'il se trouve en dessous d'eux, couverts de honte et lâche.

- J'entends dire par tous qu'il doit ressembler à son père qui se montra rien moins que loyal. Et puisque le fils se montre exactement semblable, il en a tort, car il n'en possède pas la terre. Il ne dit pas la vérité, s'il ne croit pas mentir, et il n'aime pas, s'il ne croit pas trahir. Et puisqu'il se comporte d'une telle façon, je suis reconnaissant à Dieu qu'il ne soit pas mon parent.

- Peu à peu, je sais qu'on lui refusera... Son demi-château ; puis il réduira sa maison. Comme je sais qu'il a trop de savoir et peu de valeur, je ne suis pas surpris qu'il ne lui reste pas de terre, car il perd tous ses amis à cause de ses médisances. ...

- Il agit tellement à la façon d'un fou qu'il est totalement abandonné à l'insouciance. En lui vous trouverez une nullité en éducation comme en intelligence naturelle ; voyez ce qu'il en pourra advenir !... Tant il est médisant.»

### - Héritage et traitements inégaux

Pendant la guerre de Cent Ans, une guerre de succession éclate en 1341 en Bretagne, une guerre civile entre les partisans de Jean de Monfort à ceux de Charles de Blois pour obtenir le duché alors que jusqu'à présent la stabilité et la neutralité envers la France et l'Angleterre assuraient la paix et la prospérité dans le pays. Guerres de siège et d'escarmouches débutent avec l'utilisation de l'artillerie, de la poudre noire à canon, des boulets de pierre contre les forteresses dont la conséquence sera une remise en cause de l'art de la fortification et de la conception de la défense, une révolution s'opère dans l'architecture militaire. Les alliances militaires sont à l'affût des renversements diplomatiques. Une affaire de succession peut, à elle seule, rompre l'équilibre des pouvoirs et porter préjudice à la nation. Les féodalités médiévales attestent par ailleurs des traités inégaux, comme c'est le cas entre les républiques maritimes et le royaume normand du sud

en méditerranée. En juin 1162, Frédéric Barberousse établit un traité d'alliance avec les Génois.

... Et nous leur concédons et leur donnant en fief la cité de Syracuse, avec toutes ses dépendances, et 250 caballarias dans le Val Di Noto, selon la caballeria de cette terre, que ce qui manque soit complété. De plus, nous leur concédons en fief dans chacune des cités maritimes que nous prendrons avec la faveur de Dieu, une rue convenable pour leurs négociants, avec église, bain, «fondaco» et four. Nous leur concédons de plus que dans chacune des terres que nous conquerrons avec la faveur de Dieu, avec leur aide, qu'ils n'y paieront aucun droit (drictum) ni péage (pedaticum), «dazio» (dacitum) ou impôt.

Nous leur concédons aussi la liberté d'expulser les Provençaux et les Français venus par mer ou repartant, de tout le marché de la Sicile et de toute la Calabre et de la Principauté<sup>2</sup>.

Les mouvements de population au XIIe siècle sont conséquents, l'essor de la population a eu son corollaire de migrations. Pour diverses raisons telles que la transmission du patrimoine familial ou des fiefs, une partie de la jeunesse notamment guerrière se retrouvait démunie, sans héritage et partait offrir leurs services à diverses causes, notamment la Sicile normande. Dans ce cas de figure, où l'on s'attendait à la permanence de tensions, d'un conflit de type religieux ou économique, la dynastie des Normands a concédé à la tolérance au sein d'une population de confession chrétienne, juive et musulmane. Un foyer culturel important s'est déployé en Sicile où la population jouissait de droits, de reconnaissance d'une forme de statut. La situation des musulmans en Sicile en 1185 d'après Ibn Djubair témoigne de cet amalgame où la société est en paix relative et prospère par les échanges culturels.

Messine...

... L'attitude du roi est vraiment extraordinaire. Il a une conduite parfaite envers les musulmans ; il leur confie des emplois, il choisit parmi eux ses officiers, et tous, ou presque tous, gardent secrète leur foi et restent attachés à la foi de l'islam. Le roi a pleine confiance dans les musulmans et se repose sur eux de ses affaires et de l'essentiel de ses préoccupations, à tel point que l'intendant de sa cuisine est un musulman...

... Un autre trait que l'on rapporte de lui et qui est extraordinaire, c'est qu'il lit et écrit l'arabe...

À Palerme...

... En cette cité, les musulmans conservent quelques restes de leur foi ; ils fréquentent la plupart de leurs mosquées et ils y célèbrent la prière rituelle... Les mosquées ordinaires sont fort nombreuses, innombrables. Pour la plupart, elles servent de classe pour les professeurs de Coran. En somme, ces gens sont des isolés, séparés de leurs frères musulmans, sous tutelle des infidèles, et ils n'ont aucune sécurité, ni pour leurs biens, ni pour leurs femmes, ni pour leurs fils. Dieu veuille les rétablir en leur état, grâce à une intervention favorable !

Trapani...

Durant notre séjour, nous fûmes informés de faits bien douloureux à notre cœur sur la mauvaise situation des gens de cette ville en face des adorateurs de la Croix - Dieu les extermine ! - et sur ce qu'ils ont à endurer, leurs humiliations, leur état misérable, leur réduction à la condition des tributaires,... Des peines subies sont parfois, pour certains de leurs cheiks, une raison qui les incite à abandonner leur foi : telle est l'aventure qui advint, en ces années-là à un juriste faqih de la «cité» (Palerme), qui est la capitale du roi illégitime. Accablé de poursuite, cet homme appelé Ibn Zara renonça publiquement à la fois de l'islam et s'abîma dans la religion chrétienne. Il se distingua à apprendre par cœur l'Évangile...<sup>3</sup>

## - Bretagne insolite

La misère, l'injustice sont souvent des motifs de rébellion tels que les abus commis par les seigneurs. Le 6 mai 1717 marque la naissance de Marie Tromel dite *Marion du Faouët* dans une famille pauvre du pays du Morvan. Son aventure est connue en Basse-Bretagne jusqu'à aujourd'hui, puisqu'elle incarne désormais un mythe fondé sur le désespoir des miséreux. C'est l'époque où le royaume de France connaît un regain de criminalités, de brigandages de toutes sortes. Les guerres incessantes ruinent la prospérité. Mais la brigande Marion du Faouët incarne le mythe populaire de la lutte contre l'injustice, elle volait les riches pour donner aux pauvres. Pendant plus de 15 ans, elle va parcourir la Bretagne et se faire connaître notamment pendant la période de la grande famine de 1740-1741. Son aventure marquée de V (V comme voleur) sur son épaule au fer rouge s'arrêtera en mai 1755 où elle sera pendue à Quimper. Cette épopée qui va prendre plus tard une tournure romantique après sa disparition témoigne de la violence de l'époque. La misère était souvent perçue comme une fatalité qui pouvait très vite basculer vers la révolte.

En 1769, un autre événement survient en Bretagne à Plomodiern. Un début de révoltes gagne la campagne bretonne ; la promulgation d'une loi par le gouvernement de Louis XV stipule la réorganisation des haras à caractère public, en quelque sorte une forme de nationalisation. C'est sous Louis XIV que furent créés les haras pour des raisons militaires, et structures administratives les plus anciennes, l'un d'entre eux sera implanté à l'abbaye de Langonnet. Les écuries du roi ont toujours été très importantes et cette décision royale entraîne des mouvements de contestation notamment en raison des prestations des haras qui coûtent de plus en plus cher. Mais dans l'ensemble, ce sont les éleveurs bretons qui refusent de présenter leurs juments dans les haras nationaux sous prétexte qu'ils ignorent aussi la qualité des étalons venus d'autres régions de France. Les meneurs de cette révolte vont être arrêtés supportant de lourdes amendes de la Cour royale de Châteaulin et l'inspection des juments se fera désormais sous la protection de la maréchaussée. Ce mouvement n'est pas des moindres. Le cheval prend de plus en plus d'importance dans les campagnes et un gentilhomme breton sous l'ancien régime avait déjà mentionné que « ni le roi, ni les laboureurs ne sauraient s'en passer ». Jusqu'à la veille de la révolution, la Bretagne a une

moyenne nationale d'environ 100 chevaux contre 80 pour 1000 habitants dans le royaume et que la révolution de 1789 en imposant des taxes sur les bovins va profondément modifier les méthodes de culture au profit du cheval de trait. La race bretonne (trait breton et postier breton) n'est pas qu'un simple épisode dans les relations tumultueuses entre l'autorité et la position sociale de la paysannerie. Cela change radicalement les modes de vie dans les campagnes et les transports jusqu'au réquisitionnement des chevaux dans l'artillerie militaire pendant la guerre 1914-1918.

En 1784, les conditions climatiques se dégradent dans le royaume après une période de froid, de pluies intenses et une sécheresse. L'intendant de Rennes constate un accroissement du paupérisme, du chômage, de la disette. En 1785, les foins sont rares en raison du manque d'eau et les autorités bretonnes demandent à Calonne le contrôleur général du roi si les paysans peuvent entrer dans les forêts du roi pour leurs bestiaux. Des transactions pour l'achat de fourrage se font aussi entre l'Angleterre, les Pays-Bas et la Bretagne ainsi que la livraison de grains vendus au-dessous du cours normal du marché. Cette année-là, les récoltes, les céréales étaient quasi nulles tellement la sécheresse était intense et longue. Les bestiaux sont donc victimes du manque de fourrage et la population est plongée dans la misère. Ainsi des ateliers de charité vont être créés pour employer les personnes sans moyens et ressources. La province bretonne, la région du Trégor et du Léon, a été la plus touchée par la sécheresse. Les prix des denrées ont donc augmenté de manière drastique notamment le prix du froment, celui du seigle et du sarrasin qui entraînent une grande misère dans les campagnes, une sous-alimentation et diverses maladies.

### - Bretagne révolutionnaire ?

Le 26 mars 1720 à Nantes, quatre gentilshommes bretons sont exécutés dont le marquis de Pontcallec pour crime de lèse-majesté. Ce fut un tribunal d'exception, une étrange affaire sous prétexte que les condamnés allaient soulever la Bretagne avec le concours de l'Espagne pour renverser l'autorité de Philippe d'Orléans, oncle du jeune Louis XV. Une étape vient d'être franchie.

... Révolte populaire ?

En août 1719, sur différents points du pays, le peuple refusa de payer les impôts trop lourds ; la misère était grande en Bretagne ; la disette même se faisait sentir.

À Guérande, les paysans, soutenus par les gentilshommes, chassèrent les agents du fisc ; dans beaucoup d'endroits, les mêmes scènes se reproduisirent.

Toutes les classes étaient d'accord pour refuser l'impôt, illégal d'ailleurs, puisque les États l'avaient formellement repoussé.

Si les gentilshommes s'étaient joints partout aux paysans, pour recommencer avec eux la grande révolte de 1675, ils auraient sans doute pu, sinon affranchir la Bretagne, du moins imposer à la Couronne le respect du traité qui l'engageait.

Talhouët-Bonamour le comprit ; il proposa aux «Frères Bretons» de soutenir, les armes

à la main, les paysans contre les soldats du Roi. Mais son avis ne fut pas écouté. Les gentilshommes doutaient de la valeur militaire des paysans et craignaient l'insuccès d'une guerre de partisans.

... *La recherche d'une alliance avec l'Espagne ?*

« En droit, écrit La Borderie, cette alliance avec l'Espagne était incontestablement légitime. L'Union de la Bretagne avec la France avait été faite sous la condition expresse du maintien des privilèges bretons, condition acceptée en 1532, ratifiée depuis à chaque session des États. ... et qui venait d'être violée... Les Bretons étaient donc en droit de tenir pour rompu le traité qui les unissait à la France, de reprendre leur indépendance, comme avant le mariage de la duchesse Anne, en 1491, de repousser la force par la force et s'allier dans ce but à qui leur plairait ».

... Pour conclure ce douloureux chapitre de notre histoire, nous redirons, avec La Borderie :

« En France, la centralisation, opérée par la confiscation de tous les droits et de toutes les libertés, a été, dès Louis XIV, le principe de la Révolution et le comble du despotisme.

Voilà pourquoi ceux qui ont lutté contre elles sont à mes yeux, les champions d'une cause sacrée, la cause immortelle, impérissable de la tradition, du droit et de la liberté. Voilà pourquoi les Bretons qui, de 1717 à 1720, combattirent si fermement contre le despotisme, méritent la sympathie de tous les nobles cœurs, pourquoi les quatre gentilshommes décapités sur l'échafaud du Bouffay doivent être inscrits au lieu le plus glorieux de notre martyrologe ; c'est là le dernier sang versé pour la loi, la constitution et la liberté bretonnes<sup>4</sup> ».

Mais les hommes ayant des charges publiques subissaient aussi des pressions dans l'exercice de leurs responsabilités. Les mouvements contestataires provenaient aussi d'autorités en fonction. En 1767, Louis-René de Caradeuc de La Chalotais était procureur général au Parlement de Bretagne. En novembre 1767, il est arrêté sous prétexte qu'il s'était opposé au gouverneur de Bretagne le représentant de l'autorité du roi pour le motif d'une fronde fiscale et judiciaire des États et du Parlement contre Louis XV. C'est un homme des lumières, il sympathise avec les philosophes de l'époque, s'oppose aux religieux et ordonne même la fermeture des collèges jésuites de Quimper, Rennes et Vannes. Il disposait déjà d'un projet d'une nouvelle organisation en matière d'éducation pour la nation. À l'époque, la guerre de Sept Ans engage des dépenses considérables et les États de Bretagne subissent des pressions importantes pour les contributions financières. Le gouverneur de Bretagne qui était un homme très autoritaire impose de nouvelles taxes qui vont provoquer une résistance. Le Parlement refuse d'enregistrer les lettres patentes du roi et organise la fronde. La Chalotais considéré comme responsable sera arrêté et emprisonné à Saint-Malo. Dépourvu de tout, Il va réussir à se défendre en rédigeant des mémoires fabriqués avec de l'encre à base de suie et un cure-

dent. Ces mémoires vont circuler et de plus en plus apparaître comme un abus de pouvoir et un acte arbitraire du roi. L'opinion publique va soutenir le procureur général du Parlement de Bretagne et l'autorité royale va se trouver en difficulté. Après l'échec de mise en place d'un tribunal d'exception, il sera transféré à la Bastille. Finalement, le roi va ordonner l'exil. La Bretagne s'agite et on publie des satires, des pamphlets contre le gouverneur qui sera amené à démissionner de ses fonctions. Le pouvoir royal finira par dissoudre les États de Bretagne. Cette révolte incarnée par la noblesse bretonne annonce les prémices de bouleversements conséquents vers la grande révolution. Que peut-on retenir de cet exemple : un pouvoir arbitraire, une pression fiscale, la violation de l'indépendance des juges et des États de Bretagne, un excès de centralisme. Cette manifestation n'est pas en soi une volonté de renverser un régime, le roi n'a jamais pu contrôler son royaume, sa noblesse, l'absolutisme dans sa forme despotique était en vérité limitée dans ses actes. Sous le règne de Louis XIV, nous avons aussi des formes de résistance similaires dans le sud du royaume de France à Marseille. Ville insoumise de négociants, c'est pourquoi la décision du roi de créer et de transférer des institutions, des structures administratives dans la ville d'Aix-en-Provence étaient un contrepoids à l'hostilité de la population.

### **- Entre traditions, désordres et environnement diplomatique**

En d'autres lieux, régions, pays, États. La guerre des paysans en 1653 en Suisse est un autre témoignage. «Nous sommes ici dans un pays d'où, toute principauté et noblesse ayant été chassées, on croit que tous les hommes sont égaux». (De La Barde à d'Argenson, de Soleure, le 8 août 1652)

La crise des campagnes helvétiques à la fin de la guerre de Trente Ans donne des indications sur la teneur du mouvement populaire et aux structures sociales d'un pays. Ces mouvements localisés dans quelques régions de Suisse comme Lucerne deviennent de plus en plus importants et cela entraîne une réaction répressive des autorités politiques et militaires. Là encore il s'agit de mesures fiscales qui entraînent des résistances. Et souvent les meneurs comme l'instituteur du village ou des orateurs, des résistants ou des révolutionnaires supposés, sont exécutés devant le despotisme municipal incarnant le pouvoir fédéral qui juge une action du diable, ou une solidarité urbaine et divine qui s'impose face à la ruralité. Une cour martiale d'exception propre à un régime de terreur est levée pour un jugement d'une extrême sévérité sous l'apparence d'une vengeance organisée ; on coupe les oreilles, les langues, la confiscation de biens, l'exil ou des amendes... Ensuite, la population se lie par un serment de fidélité et demande «pardon» à la puissance publique qui s'empresse d'accorder la grâce. Les paysans reconnaissent leurs erreurs par peur du jugement dernier et pour l'amour de Dieu. Et pourtant, c'est bien la guerre de Trente Ans qui est à l'origine des troubles populaires mettant à mal l'état des finances, la fiscalité, l'économie et les lois en vigueur. Une crise des prix affecte le monde agricole, une crise de la monnaie à cause de l'introduction de monnaies étrangères de

mauvais aloi, la chute des cours qui réduit le pouvoir d'achat de la population. La crise financière entraîne l'endettement des paysans qui ne peuvent plus rembourser les emprunts. Dans le canton de Lucerne, le but est la défense des droits traditionnels, l'autonomie de la vallée, la liberté du commerce du sel, la demande des paysans de payer en nature leurs intérêts et non pas en monnaie dévaluée, la réduction des taxes douanières. Quelles que soient les raisons liées en temps de guerre ou de paix relative, ce type de crise soulève toujours un problème structurel qui concerne la souveraineté des administrations en place sur les campagnes. La configuration ville/campagne est profondément ancrée dans l'esprit des protagonistes.

« Les troubles des paisans des 4 cantons de Berne, Lucerne, Basle et Soleure continuent encore , ce qui incommode le commerce de la Suisse où l'on arreste ceux qui passent et les lettres que les courriers et messagers portent ? Néanmoins on croit que ce désordre ne durera pas et que cette affaire s'accommodera bientôt.

En tout cas la commune opinion est que les paisans ne prendront point les armes pour attaquer les villes, ou pour faire d'autres actes d'hostilité, qu'ils se contenteront de ne point payer à leurs supérieurs les DIXes et autres choses qu'ils leur doivent annuellement, soit en général ou en particulier, jusques à ce qu'ils leurs aient accordé ce qu'ils désirent...»

« Il y a dans le Canton de Lucerne quelque commencement d'émotion, les paisans estans en armes contre la ville de Lucerne de laquelle ils sont sujets. Leur prétexte est que la monnoye de Suisse a esté rabaissée d'un quart ou un tiers, ce qui leur donne sujet de demander qu'on leur rabate aussy le tiers ou le quart des intérests et du sort principal des sommes qu'ils doivent à ceux de la ville...

« La brouillerie des paisans des Cantons de Lucerne avec la ville continue. Ils sont encore dans leurs villages et sur les avenues, se contentans jusque à cette heure d'empescher leurs supérieurs de leur imposer la loy et de les faire obéyr...

« Les paisans qui ont pris les armes, au lieu de trouver de la cavallerie sur leur chemin, ont trouvé 300 fantassins que l'on envoyoit de Neuchâtel à Berne pour en fortifier la garnison ; et ces paisans se sont contentés de les envoyer à Neuchâtel sans leur faire aucun mal, ce qui mérite d'estre admiré comme une marque de la modération de ces bonnes gens-là qui me fait espérer que leurs affaires s'accommoderont<sup>5</sup>. »

Par ailleurs, dans le cas des cantons suisses, la révolte des paysans se situe dans un contexte international qui pose de nouveaux rapports entre les différents cantons avec les puissances étrangères comme la France, l'Espagne, mais aussi la Papauté, la Savoie, l'Empereur et le duc de Lorraine. Il y a donc un rapport direct avec la configuration des territoires, les enjeux de souveraineté et l'équilibre des forces. Dans les cantons catholiques comme Lucerne, il était tout à fait possible de faire appel aux armées étrangères qui se tenaient aux frontières de la Suisse. Le Saint-Siège voulait surtout rétablir la paix entre les catholiques alors que la Savoie souhaitait toujours récupérer le pays de

Vaud en profitant des troubles des cantons protestants. L'empereur quant à lui craignait toujours les mouvements de paysans dans les pays héréditaires sous son autorité comme les révoltes du Tyrol ou celles de la Croatie/Slovénie (Révolte paysanne de Matija Gubac). La France en conflit avec l'Espagne, de l'époque de la politique des réunions et du pré-carré, conservait une prudence avec les Suisses qui ont toujours manifesté un intérêt à Brisach, la Haute Alsace, possessions des Habsbourg devenues françaises. La guerre des paysans peut servir de prétexte d'une guerre civile en gestation en partie liée à l'instabilité pour redistribuer les cartes territoriales entre les grandes puissances comme d'un instrument de politique étrangère.

Finalement comme le note en 1653, l'ambassadeur de France : « Quant à ce qui est de la Suisse, elle est dans son ordinaire de tranquillité <sup>6</sup>... »

La résultante de ses divers mouvements est que tout rentre en ordre, peu de réformes accordées, peu d'allègements fiscaux, mais des contraintes, une fidélité au créateur divin et des *ex-voto* pour rassurer la sainte hiérarchie des hommes.

## **2. La société brutalisée, comportements insurrectionnels**

### **- Discorde chez les contemplateurs**

Les menaces extérieures et intérieures se font plus présentes, de nombreuses fédérations naissent pour soutenir la révolution de 1789. Le danger est réel. La fédération bretonne de Pontivy dirigée par un morlaisien Jean Victor Moreau est l'expression révolutionnaire d'un pacte d'union : « nous, Français Citoyens de la Bretagne et de l'Anjou, assemblés en congrès patriotique à Pontivy, arrêtons d'être uni par les liens indissolubles d'une sainte fraternité, de défendre jusqu'à notre dernier soupir la Constitution de l'État et les décrets de l'Assemblée nationale.

Nous déclarons solennellement que n'étant ni Bretons ni Angevins, mais Français et Citoyens du même empire, nous renonçons à tous nos privilèges locaux et particuliers. Nous déclarons qu'heureux et fiers d'être libres, nous ne souffrirons jamais que l'on attente à nos Droits d'Hommes et de Citoyens, et que nous opposerons aux ennemis de la Chose Publique, toute l'énergie qu'inspirent le sentiment d'une longue oppression et la confiance d'une grande force. »

21 février 1790

Les opinions se crispent et ouvrent la voie aux méthodes radicales. Le 12 juillet 1790, l'Assemblée nationale par un décret établissant une nouvelle organisation de l'église, la Constitution civile du clergé, accélère un vent de révolte dans la population. Cette Constitution civile du clergé pousse de nombreux prêtres à passer dans la clandestinité dans le royaume. Mais des scissions ont lieu au sein du monde ecclésiastique puisque certains curés ont décidé de prêter serment. Sans nier l'implication de toutes les régions du royaume de France dans la tourmente révolutionnaire et contre-révolutionnaire, la Bretagne rassemble, quant à elle, dans son champs d'action toutes les tragédies et réformes de la république.

Les soubresauts de la révolution prennent ainsi de revers les ordres. Le clergé breton n'est pas foncièrement contre les réformes, mais après le vote de la Constitution civile du clergé, les évêques et les recteurs doivent être nommés par les électeurs. Dans le cadre de la réorganisation administrative correspondant au tracé de nouvelles frontières administratives entre les communes, les évêchés et les départements, quatre diocèses bretons ont été supprimés dont celui du Léon. La plupart protestent et la Constituante leur demande de prêter serment à la Constitution civile du clergé. Plus de la moitié des prêtres vont refuser, en Bretagne plus des trois quarts seront des prêtres réfractaires. À Landerneau, les habitants se soulèvent contre leur curé qui a prêté serment dans un climat de tension.

1792 – L'Assemblée législative décrète l'exil des prêtres réfractaires :

«... L'Assemblée nationale, considérant que les efforts auxquels se livrent constamment les ecclésiastiques non sermentés pour renverser la constitution ne permettent pas de supposer à ces ecclésiastiques la volonté de s'unir au pacte social, et que ce serait compromettre le salut public que de regarder plus longtemps comme membre de la société des hommes qui cherchent évidemment à la dissoudre ; considérant que les lois pénales sont sans force contre ces hommes qui, agissant sur les consciences pour les égarer, dérobent presque toujours leurs manœuvres criminelles au regard de ceux qui pourraient les faire réprimer et punir, décrète :

1. La déportation des ecclésiastiques insermentés aura lieu comme mesure de sûreté publique et de police générale dans les cas et dans les formes énoncées ci-après... ».

**La marche vers la clandestinité** : En 1791, Jean-François de la Marche né en Cornouaille commence une carrière de militaire, se bat en Italie contre les Hongrois pendant le conflit avec l'Autriche et par la suite quitte l'armée pour entrer dans les ordres. Il devient vicaire général à la cathédrale de Tréguier, fonction qu'occupera plus tard l'abbé Sieyès. Les premiers symptômes de la révolution éclatent et il se présente au roi pour les doléances des Etats de Bretagne, mais, en 1790, la Constitution civile du clergé votée, son diocèse est menacé de suppression. Louis XVI va confirmer la réorganisation de l'église et l'évêque du Léon va donc être expulsé. L'évêque embarque clandestinement à Roscoff pour l'Angleterre, il vivra à Londres. La proclamation de l'Empire ne le satisfait pas non plus. Pour lui, Napoléon est un usurpateur, il sera enterré au cimetière de Saint Pancrace de Londres.

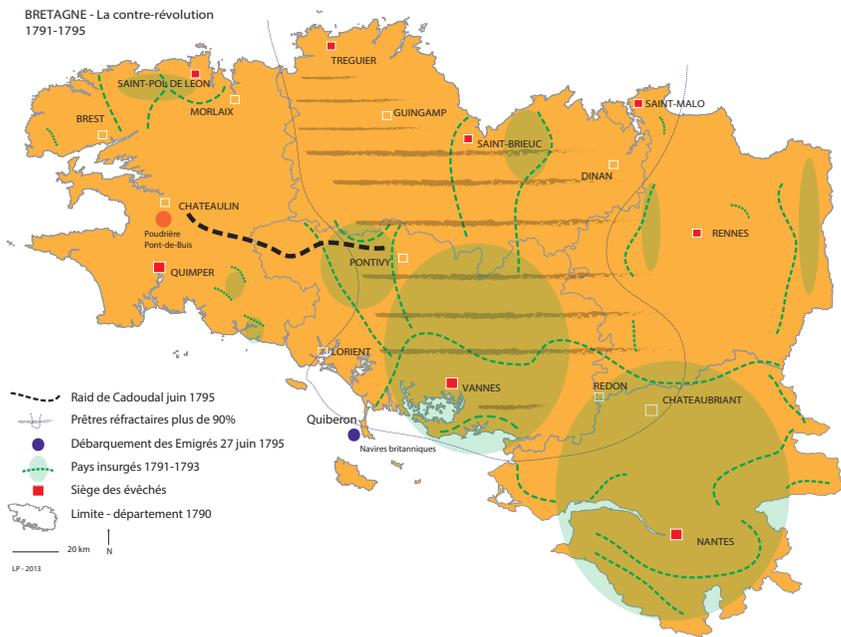
### - La contre-révolution, une radicalisation du politique

En juin 1795, les chouans du Morbihan pénètrent dans la région de Châteaulin à la suite d'un raid qui leur permet de s'emparer de la poudrerie. Ce cas de figure est un signe précurseur de la guérilla des années 1950 dans les colonies. Les chouans et les républicains combattent féroceement. La guerre de Vendée a toujours laissé des traces dans les mentalités d'aujourd'hui. Un traité entre le général Hoche et les chefs royalistes rétablit donc temporairement la paix, mais c'est oublier le principal instigateur royaliste Georges Cadoudal qui a rejeté cet accord. Son intention belliqueuse est de préparer un débarquement de troupes

immigrées dans la région de Quiberon avec l'aide des Anglais. Les républicains sortiront victorieux de cette aventure, mais à quel prix! Les chouans ont besoin de munitions et vont donc lancer une expédition audacieuse dans la région de Châteaulin en contournant des villes comme Scaër et Carhaix entre les mains des républicains. Ceux-ci progressent, et terrorisent la population sur leur passage, un instituteur de culture française est tué dans un village, ils fusillent les curés constitutionnels de la région, ils réquisitionnent les chevaux, les charrettes et détruisent les symboles républicains partout où ils passent. À l'image d'un marathon, cette traversée des chouans venant du Morbihan vers le Finistère étonne les républicains qui ont été surpris par cette attaque soudaine dans une région relativement calme. On ne les attendait pas là! Mais le coup de main réussi, la retraite est plus difficile à entreprendre et les chefs républicains tentent d'intercepter les chouans sur le retour. La région est en totale insécurité et parsemée d'indicateurs, de délateurs, d'espions tant à la solde des républicains qu'à celle des royalistes. L'armement, la poudre récupérés sont distribués entre les unités royalistes. Les chouans récupèrent le plomb, là où il est, dans les églises et les châteaux afin que les non-combattants volontaires et les femmes acquises à la cause puissent fabriquer les cartouches. Cadoudal prépare donc ses troupes contre les républicains dans la région de Quiberon. Le 27 juin 1795, le général de l'armée républicaine de l'Ouest Lazare Hoche met un terme au débarquement des royalistes à Quiberon. À Carnac, les vaisseaux britanniques avaient débarqué environ 5000 hommes armés accueillis par les chouans avec l'intention de restaurer la monarchie. Après un combat intense, Hoche remportera la victoire. Hoche va faire plus de 700 prisonniers qui seront fusillés sur ordre de Boullé alors que les proconsuls parisiens sur place demandaient la clémence. Ce procureur général devenu administrateur du Morbihan en 1792, adhère aux idéaux de la révolution, assiste aux réunions du club breton (à l'origine du club des Jacobins), défend la Constitution civile du clergé et traque les prêtres insermentés qui refusent les nouvelles lois religieuses. Il incarne à lui seul ce que la révolution peut avoir comme conséquence dans l'application stricte de mesures propres au régime que l'on peut qualifier d'autoritaire. Pendant la période de la terreur, Boullé applique avec zèle les lois promulguées à Paris. Quand le comité de salut public établit la dictature, en 1794, les prisons étaient bien pleines et les exécutions d'une banalité courantes. Par la suite en 1799, il appuiera le coup d'État de Bonaparte qui va le nommer plus tard préfet des Côtes-du-Nord. Ce personnage emblématique de la révolution représente l'exemple des soubresauts révolutionnaires. Ayant donc lutté contre l'ancien régime et ses privilèges, il sera nommé par Napoléon Baron héréditaire de l'Empire et officier de la Légion d'honneur. En disgrâce sous la Restauration, Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe aux cent jours le nomme à nouveau préfet de Vendée. Il meurt en juin 1816. Il recevra l'extrême-onction d'un des prêtres qu'il pourchassait autrefois avec une telle sévérité.

Cet autre personnage emblématique Georges Cadoudal, de grande stature, que nous venons de citer est un contre-révolutionnaire aguerri. Qui est-il ? Un

homme cultivé et des études, Il rejoint les chouans et dirigea les révoltes dans le Morbihan contre les troupes républicaines. En 1800, une bataille aura lieu à Locmaria-Grand-Champ entre républicains et royalistes, mais c'est une amère victoire pour Bonaparte avec des victimes considérables. Ce sera l'une des plus rudes batailles de la chouannerie jusqu'à la signature du traité. Bonaparte propose même la grâce à Cadoudal et un poste de général dans l'armée, mais celui-ci commettra plusieurs attentats contre le premier consul jusqu'à sa condamnation à mort en 1804. Homme de conviction et jusqu'au-boutisme, il représente l'esprit contre-révolutionnaire, esprit d'indépendance de la Bretagne et la foi en Dieu et le Roi. Pierre Guillemot d'origine modeste, surnommé le roi de Bignan, compagnon de Cadoudal, sera fusillé lui aussi en 1804 sur une chaise à Vannes alors qu'il combattait pour libérer la classe paysanne.



**Les colonies sont dans l'impasse :** Être fidèle au roi ou embrasser la révolution, ce fut la vie de l'amiral Charles Mascarenne de Rivière quand il arrive à la Martinique au bord de la guerre civile en 1790. Il est face à une rébellion, la Martinique restera pour un temps royaliste considérant que la Déclaration des Droits de l'Homme ne peut pas s'appliquer aux colonies, les planteurs étaient prêts à se défendre contre l'assemblée des marchands patriotes de Saint-Pierre. La Guadeloupe et la Martinique arborent le drapeau blanc. La convention va décréter l'arrestation de l'amiral de Rivière pour haute trahison, mais celui-ci finalement va proposer ses services aux Britanniques présents dans les Antilles. Après la déclaration de guerre de la France à l'Angleterre, l'amiral de Rivière

combat du côté des forces britanniques et recevra par la suite une pension du gouvernement britannique. Il décède à Londres en 1812.

**Les activistes dans la clandestinité** : En 1792, des mouvements contre-révolutionnaires s'organisent, une association bretonne est créée par le marquis de la Rouërie. Leur objectif est de rétablir la monarchie. D'une manière générale, ce sont des rebelles au nouveau pouvoir, ils s'opposent à la Constitution civile du clergé, contre la proclamation de la république, contre la levée des 300 000 hommes... Des plans sont imaginés pour renverser la révolution et faire un débarquement vers Saint-Malo avec comme hypothèse le soulèvement des paysans bretons. Mais avec la déclaration de guerre à l'Angleterre, la coalition des blancs n'a pas beaucoup de ressources et l'appui des Anglais leur est quasi indispensable. En mars 1793, une insurrection éclate, ce mouvement contestataire de paysans refuse les nouvelles mesures fiscales et cléricales du gouvernement révolutionnaire. Une très grande partie du sud, sud-est de la Bretagne comprenait des communes insurgées notamment la Loire-Atlantique et le Morbihan. L'exemple du marquis de la Rouërie incarne cet esprit d'insoumission. D'une vieille famille aristocratique, il s'embarque en Amérique pour combattre les Anglais jusqu'à l'indépendance. Il portait le nom de colonel Armand. Quand il revient en France, c'est un opposant à la révolution. Il meurt en 1793 de maladie, mais son corps sera exhumé et décapité. Les autres membres de l'association seront exécutés, quant aux survivants ils seront poursuivis.

Ces quelques témoignages sombrent dans une eschatologie, ce sort ultime réservé à l'homme qui montre toute l'ambiguïté des périodes de troubles révolutionnaires. La révolution républicaine a fait de la France une grandeur, un symbole à jamais. Aimée, mal aimée, haïe, la révolution de 1789 incarne toujours cet espoir de libertés gravées alors que l'ancien régime ne pouvait faire sa transition que dans un bain de sang.

### - Libertés publiques

L'empire hérite de la révolution. Beethoven qui s'apprêtait à commémorer Napoléon en Symphonie n°3 finit par interpréter l'action du Grand homme comme celui qui ne sera pas différent des autres, qui sacrifiera les droits de l'homme pour ses ambitions, ou s'élever au-dessus des autres comme un tyran. Nous sommes dans l'époque romantique et des personnages encore peu connus marquent de leur empreinte un changement de société et de mentalités nouvelles. Émile Souvestre est un homme de lettres très avant-gardiste, il collecte les contes et les légendes dans le pays bretonnant, il écrit des pièces de théâtre, mais la censure politique est là. Il publia un roman sur l'égalité entre les sexes, il collabore à plusieurs revues bretonnes et aux journaux parisiens comme la revue des deux mondes, *Les mémoires d'un sans-culotte bas-breton 1840*, *La question sociale*, *L'homme et l'argent 1839*... il a des convictions très républicaines sous le régime de Louis-Philippe. Ses amis sont Jules Michelet et Alexandre Dumas. Pendant

la révolution de février 1848, il participe au mouvement, mais le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851 réduit à néant toute cette action. De la censure des idées à la liberté de pensée allouées à l'interdiction des réunions politiques, Émile Souvestre aurait même permis à Victor Hugo d'avoir un faux passeport pour quitter le territoire français. Il meurt jeune à 48 ans et est inhumé au cimetière de l'Est à Paris. Il a laissé une empreinte considérable chez les écrivains et les artistes. Quant à Victor Hugo, il trouvera refuge à Vianden au Luxembourg. Lorsque la IIe République a été proclamée à l'Hôtel de Ville de Paris en février 1848, beaucoup portaient un espoir de liberté, mais les conflits étaient de plus en plus violents entre les républicains, la monarchie de juillet gouvernée par la bourgeoisie, un Blanqui proche du drapeau rouge, un prolétariat naissant dans l'industrie. Une loi de mars 1841 limite ainsi le travail des enfants dans les manufactures. La révolution gronde à nouveau, les barricades se multiplient jusqu'à l'abdication de Louis-Philippe après avoir fait intervenir l'armée contre le peuple. La révolution fait peur et rappelle les Trois Glorieuses de 1830, les douloureux moments de celle de 1789 notamment le régime de terreur, la peine de mort, l'esclavage aboli/rétabli dans les colonies et l'avenir des libertés publiques garanties. Les acquis révolutionnaires et républicains se fragilisent par absence de vigilance ou bien par les contre coups des adversaires. Et que doit-on penser du suffrage universel dans un pays dont plus de 90% de la population se compose de paysans, ne sachant (à peine) ni lire ni écrire encore moins le français. Comment introduire les réformes agraires dans un pays où l'unité linguistique ne s'est pas faite ? Dans ses *Souvenirs 1850-1851*, Alexis de Tocqueville à propos de la Seconde République sous-entend que l'ennemi n'était plus le noble pour la paysannerie, mais le créancier, qu'il ne fallait pas abolir le droit de propriété, mais bien abolir les dettes. Pour Karl Marx, le 10 décembre 1848 est le jour de l'insurrection des paysans ; la république du suffrage universel avait institué l'impôt des 45 centimes qui pesait sur la majorité des paysans.

### - La contagion

La révolution de 1789 est-elle en train de se répéter ? En 1832, une dernière chouannerie se manifeste entre insurrections, révoltes, soulèvements. La duchesse de Berry exalte un soulèvement en Vendée. En 1834, les républicains se soulèvent à Paris et à Lyon. En 1841, des révoltes éclatent dans le Nord, le centre, le sud-ouest de la France et les républicains organisent la fameuse campagne des banquets. Vers 1847 une nouvelle famine se déclare dans un contexte de crise économique agricole qui s'étend bien entendu à l'Europe. Comme en Bretagne, l'Irlande est aussi victime de la fameuse famine liée aux mauvaises récoltes et principalement de la pomme de terre. Cette famine a eu des conséquences désastreuses dans la population, plus de 2 millions de réfugiés, des milliers de morts, des immigrants en partance pour l'Amérique. ... Elle est due à l'épidémie du *mildiou*, une moisissure qui détruit la pomme de terre, mais sur le plan politique, cette famine notamment en Irlande reste toujours dans la mémoire de la nation aujourd'hui. Elle est le résultat d'une désastreuse

politique économique britannique appliquée dans des contextes très différents, des méthodes agricoles inefficaces qui ont considérablement nui aux cultures locales. Curieusement, ce type de politique rappelle le comportement colonial britannique en Inde au XIX<sup>e</sup> siècle notamment quand les autorités britanniques ont détruit le système d'irrigation ancestrale dans le delta du Gange entraînant le début des épidémies. L'Irlande est donc victime de la politique libérale comme en Bretagne ou le roi Louis-Philippe, un royaliste ultraconservateur misait sur les privilèges de la haute bourgeoisie alors que le pays était assujéti aux troubles et aux pillages. Les maladies avaient décimé le bétail et il fallait l'intervention de brigades de gendarmerie pour rétablir l'ordre. Ainsi en janvier 1847, une émeute éclate à Pont-l'Abbé à cause d'un chargement de pommes de terre qui était destiné à l'Angleterre. Et comme à la veille de 1789, nous avons des spéculateurs qui entreposent les stocks de céréales et de victuailles agricoles disponibles afin de pouvoir spéculer à des tarifs exorbitants entre l'offre et la demande. Les boulangers trafiquent la farine, y rajoutent de la châtaigne. Quelle concurrence pure et parfaite ! Nous pouvons faire sans exagération le parallèle avec les événements en 2008, la spéculation sur le riz en provenance d'Asie. Néanmoins, il existe des œuvres charitables, ainsi le baron de Rothschild a livré du blé et de la farine en Bretagne alors que cette marchandise était destinée à Marseille. Un réseau d'entraide surgit, des solidarités s'organisent dans la lutte contre la famine ; toutefois, la production de la pomme de terre en Bretagne est largement insuffisante pour atténuer la misère, il faut attendre les années 1870 pour une évolution favorable en terres cultivables. Comme en Irlande, cette famine n'est pas seulement due aux intempéries ou aux microbes, mais, pour les républicains, ce système économique est lié au libéralisme, la population critique le gouvernement de Louis-Philippe et le département du Finistère, royaliste à la révolution est devenu républicain au cours du temps, circonstances atténuantes qui témoignent de l'importance de la société rurale devenue une force politique. Aux élections à la présidence, le général Cavaignac et républicain aura 15000 voix de plus dans ce département que Louis Bonaparte. Ainsi d'une famine qui déclenche en Cornouaille des troubles avec son cortège de profiteurs, on s'achemine vers une révolution, encore une, pour asseoir la république. Plus de 40 situations révolutionnaires depuis 1548 ébranlent la nation française, des croquants aux camisards, des huguenots à la Libération, de l'Algérie aux *Kanaks* d'Ouvéa de Nouvelle-Calédonie.

Ernest Labrousse soulignait qu'un mouvement de type révolutionnaire ne pouvait se développer que s'il y avait plusieurs facteurs liés les uns aux autres tels qu'un élan idéologique, un mécontentement politique et une crise économique avec des mouvements sociaux importants. L'Angleterre des Stuarts a certes connu une conjoncture défavorable, mais cela n'a pas pour autant été propice au mouvement insurrectionnel. Les situations révolutionnaires dans les îles britanniques représentent un lourd fardeau pour les régimes politiques en place, cette instabilité s'est nourrie aussi des zones d'expansion coloniale et de l'étendue des pouvoirs de l'État britannique sur les mers. La répression de la révolte au

Kenya a fait plus de 15000 morts en 1952. Plus de 38 mouvements de diverses tendances ont vu le jour depuis le XVe siècle, révoltes irlandaises et pacification, guerres de succession, révoltes de Kett et des Cornouailles, révoltes des seigneurs catholiques du Nord, soulèvements en Ulster, soulèvements écossais, insurrection des Irlandais-Unis avec l'intervention militaire française jusqu'à la guérilla urbaine de ces dernières années à Belfast. Pour ne citer que celles-là...

Ainsi, les révoltes locales peuvent se révéler intéressantes et constituent des laboratoires d'observation pour certaines puissances étrangères. Le cas de la révolte des Bonnets rouges en Bretagne avait attiré l'attention des pays étrangers. Cette région a été longtemps un enjeu pour les puissances parce qu'elle était une province frontière avec un accès maritime permettant de positionner des troupes dans les rades, les *abers* à l'abri de l'ennemi. Sous Louis XIV, les Hollandais ayant fondé la République des Provinces-Unies, terrible république que voulait à tout prix détruire le Roi Très-Chrétien, poussés par les Espagnols pouvaient faire des tentatives d'infiltration pour déstabiliser le royaume sachant que dans le cas breton, la rébellion des Bonnets rouges aurait pu être plus qu'une révolte des privilèges traditionnels et de revendications, mais, être davantage le signe d'une rupture avec le royaume de France pour réinstaurer l'indépendance du duché de Bretagne, remettre donc en cause l'union perpétuelle entre la Bretagne et la couronne de France. Cette hypothèse pouvait se réaliser si la révolte populaire avait cherché un appui auprès d'un prince étranger ayant une logistique et disposé à nuire au royaume de France. La France est rappelons-le en guerre avec une coalition européenne dirigée par la Hollande, l'Espagne, l'Empereur et l'Électeur de Brandebourg et est par ricochet obligé d'engager des moyens militaires adéquats.

Ce cas de figure illustre bien l'ambiguïté des rapports entre la force publique et la révolte dans une mouvance internationale. En 1675, les Siciliens avaient cherché un appui français comme soutien légitime à leurs revendications. Si la révolte des Bonnets rouges est spontanée au début, les Hollandais auraient certainement souhaité que cette révolte se transforme en mouvement insurrectionnel en provoquant tout simplement la sécession de la province. Les Pays-Bas étaient actifs, grande puissance maritime, commerciale et bancaire ayant traversé des révolutions orangiste, batave, lutte entre la Bourgogne et la Gueldre pour le contrôle de la Frise, résistance à Charles Quint, prise de pouvoir des calvinistes... La Bretagne qui disposait toujours d'atouts maritimes pour le passage des navires en provenance du nord vers l'océan Atlantique était un enjeu de taille pour les États de Nord. Mais cette révolte s'essouffle vite parce qu'elle n'était pas disposée à remettre en cause le royaume de Dieu et les pouvoirs de son roi sur terre.

La situation géopolitique de l'Irlande est aussi un cas d'étude intéressant entre le jeu des alliances militaires, et le secret diplomatique. En 1949, la république d'Irlande est officiellement proclamée, ce fut un parcours complexe depuis Wolfe Tone le leader du mouvement souverainiste irlandais jusqu'à l'indépendance et

la rencontre historique en 2007 des leaders protestants et catholiques mettant fin au conflit interreligieux. En 1796, une expédition maritime sous la direction de Hoche partait de Brest en direction de l'Irlande pour tenter d'instaurer une république irlandaise. La situation était préoccupante pour la jeune République française qui devait lever une armée pour se protéger des monarchies européennes menaçantes et le principe de la conscription avec la levée en masse de 300 000 hommes pouvait juguler cette menace. La Grande-Bretagne a soutenu rapidement les révoltes contre le nouveau pouvoir révolutionnaire. Et inversement, l'idée pour les révolutionnaires français sera d'autant plus intéressante que d'appuyer une Irlande catholique privée de droit et d'interdits civiques dans une Grande-Bretagne au fond sectaire. En 1791, une organisation clandestine est créée : la société des Irlandais-Unis qui à l'image des révolutions américaines et françaises souhaite l'union de l'Irlande et indépendante. L'idée pour les révolutionnaires français d'octroyer une aide militaire à l'Irlande était un projet intéressant pour déstabiliser la Grande-Bretagne. Un embarquement aura bien lieu à Brest sous la direction de Hoche, mais ce sera une catastrophe, la marine britannique contrôle l'espace maritime. Par la suite un corps expéditionnaire français va encore tenter de débarquer en Irlande, mais sans succès. C'est ainsi que l'acte d'union sera établi par Londres pour assujettir l'Irlande au Royaume-Uni pour une longue période.

### **3. Hypothèse inachevée de la révolution, le meurtre permanent**

Freud a dit que l'histoire ne servait qu'à enseigner le meurtre de peuples à peuples. Peut-être! à tort ou à raison!

#### **- Violence motivée**

Les mouvements insurrectionnels sont-ils comparables dans l'histoire ? Sous l'angle de la distance et de la durée des crises, on peut donner des explications plus ou moins approximatives. D'une manière générale, de tels mouvements dont l'issue est révolutionnaire sont des risques de contagion pour les pays proches ou lointains. Les idées se propagent, s'affinent et se mêlent à d'autres populations déstabilisant les références culturelles. Certes, la recherche historique mettra en exergue des différences dans les mouvements de révolte en fonction du lieu, du contexte historique et politique, mais au cœur de toutes les révolutions, les manifestations sont quasi semblables, excès de pouvoir, impôts exponentiels correspondant aux dépenses militaires et diplomatiques, guerres frontales, guerres des pamphlets et des caricatures, subversion, pénuries, crises économique et sociale, mécontentements politiques, opinion publique, démographie et patrimoine, libertés publiques. Les révolutions sont donc toutes aussi semblables qu'elles se différencient et inversement, qu'elles se manifestent sous des formes dynastique, militaire, communautaire, alliance ou nationale avec des connexions variées.

La période du XVI<sup>e</sup> siècle a été traversée par des courants politiques nouveaux, des idées modernes (Érasme de Rotterdam : *Éloge de la folie* dans cette Europe de l'Humanisme et de la Renaissance, Luther, Thomas More, Machiavel...), un temps d'utopies : « La folie par sa seule présence, dirige les soucis des auditeurs » et sans véritable engagement révolutionnaire puisque les monarchies sont puissantes, excepté la guerre des paysans en Allemagne dirigée contre les princes. Le XVII<sup>e</sup> siècle est différent. Le royaume de France subit une fronde parlementaire et de princes, c'est une guerre civile. La république de Cromwell s'installe en Angleterre après avoir exécuté le Roi. La république triomphe en Hollande face à la monarchie des Orange. Dans les territoires dominés par l'Espagne, des mouvements de type insurrectionnel s'organisent à Naples, à Palerme et une crise déstabilise la monarchie hispanique des Philippe, la révolution de Catalogne. Ce sont des révolutions antimonarchiques suite à l'effroyable guerre de Trente Ans, à la soldatesque, aux exactions commises par les troupes françaises en territoire germanique et à la mauvaise gestion des affaires publiques des royaumes où le sens « politique » prend tout son intérêt.

Les temps modernes sont en train de donner naissance à une nouvelle organisation institutionnelle et politique de l'État souverain. Il y a donc probablement une rupture entre la manière de gérer la *politique* au Moyen Âge avec les nouveaux enjeux de société et de rapports de force géopolitiques en Europe et en Méditerranée. Notre enseignement de l'histoire nous fait retenir le concept d'absolutisme, une manière de gérer la « chose publique », c'est une révolution culturelle sans précédent, l'État tout puissant du Roi Très-Christien. Louis XIV craignait la théorie de l'encerclement de la dynastie des Habsbourg d'Autriche et d'Espagne, cela explique les moyens de sa politique étrangère. C'est un monde nouveau en gestation avec l'apparition de la bureaucratie qui légifère, ordonne et planifie de vastes plans de plus en plus contraignants échappant à la tradition, à l'héritage des populations locales. Dans le cas français du pouvoir absolu cité précédemment, il faut nuancer tant il était difficile pour le roi Louis XIV de faire appliquer sa législation dans le royaume, tant il avait des contre-pouvoirs provenant d'un système féodal bien ancien, tant il devait déjouer les manœuvres subversives pour pouvoir faire appliquer sa grande politique d'extension du royaume (politique des réunions) dont nous sommes aujourd'hui les héritiers.

Quant à la conjoncture économique liée aux crises cycliques, les tentatives insurrectionnelles y trouvent une substance d'un bon aloi. Ainsi, un siècle peut connaître la prospérité économique et nourrir une population dans un contexte de paix relative, le siècle suivant subit les drames, les guerres, les mauvaises récoltes et les conditions climatiques désastreuses ayant un impact direct sur les mentalités. Faut-il s'en référer à l'ordre du monde ? Sommes-nous punis par le divin ? Les analyses politiques, économiques ou sociales ne sont pas suffisantes en théorie pour donner des explications scientifiques à la marche du monde. Sous l'Empire romain vers 395, la limite sud de la Méditerranée avec une partie de l'Afrique du Nord était le grenier à blé du régime, celui-ci va se déplacer de

plus en plus vers le nord et demain, nous cultiverons probablement du blé en Norvège. Ces phénomènes d'ordre environnemental sont pour beaucoup dans l'explication des conflits depuis notre existence.

La révolution anglaise qui commence en 1640 s'inscrit dans une période de développement économique avec une société de marchands aisés. C'est un conflit de pouvoir entre un Parlement de nobles, une bourgeoisie d'affaires et un roi sensible au caractère absolu du pouvoir, mêlée d'un conflit religieux entre les presbytériens et les indépendants. L'armée réformée va jouer un rôle de soutien pour le Parlement, proche d'une gouvernance démocratique, se réclamant de la souveraineté populaire et des libertés publiques. Ces quelques principes sont révolutionnaires, ils sont l'essence même des futurs systèmes institutionnels proches du socialisme utopique. La liberté est un élément moteur dans ce type de conflit. Sous la monarchie espagnole, les soulèvements de Palerme et de Naples sont des mouvements populaires qui réclament une révision des impôts, dirigés par des classes laborieuses. À Naples, c'est un marchand de poissons qui vocifère, la proclamation de la république dure à peine un mois alors que les troupes espagnoles réinstaurent l'ordre par la force.

### - Politique et information

De nouveaux courants d'opinion et de pensées apparaissent. L'opinion publique sous la fronde, émerge dans la sphère du pouvoir ainsi la bataille des pamphlets influence-t-elle la hiérarchie divine du pouvoir. C'est Richelieu qui avait organisé la publicité au service du gouvernement avec la création de la première gazette. Les mazarinades, des libellés burlesques répandront l'esprit critique et l'agitation contre Mazarin pendant les troubles de la fronde. Des modes de pensée subversifs quasi-identiques vont aussi émerger au siècle d'or espagnol. En Angleterre, c'est John Milton qui va défendre la liberté de la presse. Pendant la Révolution française, le 19 mai 1789 est autorisée la publication des périodiques propre à la Déclaration des Droits de l'Homme sur l'exercice de la liberté de la presse. En quelques mois, plus de 1500 périodiques vont être créés de toutes tendances. Marat va fonder *L'ami du peuple*, mais ses positions extrémistes vont lui attirer des ennuis jusqu'à son assassinat. Ainsi plus de 1000 journaux apparaissent : la *Gazette de France*, le *Journal de Paris* (a été créé en 1777), *L'ami du Roi*, le *Père Duchesne*, le *Patriote français*... Différents courants d'opinion éclatent et alimentent les clubs politiques, les clandestins et la diffusion de l'information secrète. Il existe donc un foyer d'agitation très important et de transmission d'informations dans des réseaux tant révolutionnaires que celui des exilés blancs. Mais comme dans toute révolution, la liberté de pensée a son corollaire de martyrs, Jacques-René Hébert fondateur du journal *Père Duchesne* est le porte-parole des révolutionnaires extrémistes, il sera éliminé par Robespierre. De l'opposition, originaire de Quimper, l'abbé Royou sera le défenseur de l'ancien régime dans son quotidien contre-révolutionnaire, l'un des plus lu de l'époque. Une telle diversité d'esprit et d'opinion est fâcheuse pour la stabilité d'un régime et la presse va de cesse vaciller entre liberté et censure.

En 1792, de nombreux journalistes sont exécutés et les journaux royalistes et girondins sont censurés. En 1800, le *Moniteur universel* sera l'organe officiel du gouvernement et le *Journal des débats* devient le *Journal de l'Empire* sous Napoléon en 1805. La restriction de l'information est un concept très ancien de la manière de gouverner, cela implique qu'aujourd'hui les révolutions partielles du monde arabe ne sont que des reproductions à taille réduite de la grande Révolution française de 1789. Les techniques de communication n'y changent rien, les échanges numériques de données sont quasi immédiats et à risque provenant de sources peu fiables. Ces régimes n'ont pas atteint la maturité, leur type de gouvernement est fragmenté, la distinction des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire les lie à l'anarchie, les anciennes structures de l'administration y compris le personnel aux postes de direction sont maintenues comme sous le régime des démocraties populaires de l'Europe de l'Est avant 1989. L'information confisquée et destinée au renseignement leur est vitale pour étouffer toute tentative de rébellion. Les Égyptiens ne cessent de parler de révolution inachevée et de frustration, de spoliation d'un régime qui étouffe sa jeunesse. Les réformes agraires sont au désavantage des paysans qui subissent les pressions des agents du cadastre sous la houlette policière. Comme il fût jadis en Moldavie en 1907 où la révolte des paysans revendiquant la distribution de terres près de grands propriétaires fonciers a fini en bain de sang, issue fatale d'un conflit de 10000 morts orchestré par l'armée.

En terme de variabilité, le mouvement insurrectionnel franchit une étape vers plus de revendications. Comme l'explique Salvius, diplomate plénipotentiaire suédois au Congrès de Westphalie « Cela s'explique-t-il par certaine disposition générale des astres sur le ciel ou par quelque chose comme une entente générale des peuples contre les mauvais gouvernements »<sup>7</sup>.

Les révoltés français de 1789 ne sont plus les insurgés du XVIIIe siècle qui ne songeaient nullement à renverser les États princiers, mais cette fois à détruire l'ancien régime et ses ordres. Ce mouvement révolutionnaire incarne un processus politique et idéologique dans la durée, celui qui influencera le réveil des nationalités au XIXe siècle, de l'assaut des patriotes contre les empires et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du désastre français de Sedan à la Commune de Paris en 1870. Révoltes des Polonais, insurrection hongroise, patriotes italiens, réseaux anarchistes et terroristes, troubles balkaniques, révolutions russes de 1905, 1917 du wagon plombé de Lénine en transit vers Saint-Pétersbourg... configurent la géographie européenne des guerres fondées sur l'ignorance et la méfiance réciproque aux projets de paix perpétuelle.

## Triptyque révolutionnaire



### Une requête des paysans de Tašino (district d'Odessa) est adressée à Nicolas II - mai 1905<sup>8</sup>

Nous, paysans du village de Tašino, district Odessa (province de Kherson), – ayant lu Ton oukaze du 18 février, par lequel Tu nous donnes la possibilité d'être entendus directement par Toi – nous Te présentons les besoins depuis longtemps pressants qui sont nôtres.

Grande est notre misère, Sire ! Voici bien des siècles que les paysans que nous sommes portent sur leurs épaules toutes les infortunes et toutes les erreurs de l'État...

Voici, Sire, la liste des principales mesures qui peuvent seules nous faire passer nous autres, paysans, et avec la Russie tout entière, de l'arbitraire, de l'ignorance et de la pauvreté dont nous continuons encore aujourd'hui à souffrir, à la justice, à la lumière et au bien-être national :

- 1) Convoquer sans tarder les hommes les plus dignes, investis de la confiance du pays et élus par la population, en une Assemblée constituante permanente, comme Tu l'a annoncé dans Ton rescrit du 18 février, afin que ces élus investis de la confiance du pays puissent mettre leurs talents au service de notre patrie martyrisée ; il est indispensable de les élire dans des conditions de : liberté de parole et de presse, inviolabilité de la personne et du domicile, et sur la base du suffrage universel direct, égal et secret. Par de telles élections, nous sommes convaincus que nos besoins de paysans seront satisfaits.
- 2) Remise aux paysans qui les travaillent des terres domaniales et privées par rachat aux frais de l'État.
- 3) Abolition de la tutelle administrative et octroi d'une large autonomie locale.
- 4) Egalité de tous sans exception devant la loi et la justice.
- 5) Rendre la liberté à ceux qui ont souffert pour leurs idées ou pour leurs actes contraires aux vues de l'administration.

En terminant cette requête, nous attendons et espérons que nous ne serons pas toujours des souffre-douleurs de notre patrie, et que le cri de nôtre âme meurtrie parviendra enfin jusqu'à Toi. Aide-nous, Sire ! Soutiens en nous la foi en Ton aide.

À propos des pays baltes, Staline déclarait en 1941 : « Selon la constitution soviétique, les trois États baltes font partie de l'URSS. C'est le résultat de la tenue d'un plébiscite dans ces pays, au cours duquel une énorme majorité de la population s'est exprimée en faveur d'un rattachement à l'Union soviétique ». Face au scepticisme des Occidentaux, il répliquait en 1943 : « La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie n'étaient pas autonomes avant la révolution russe. Le Tsar était alors allié aux États-Unis et à l'Angleterre, et personne n'a soulevé la question de la sortie de ces pays de la Russie. Pourquoi la poser aujourd'hui ? [...] En ce qui concerne l'expression de la volonté des peuples de Lituanie, Lettonie et Estonie, nous ne manquerons pas d'occasions de donner aux peuples de ces républiques la possibilité d'exprimer leur volonté<sup>9</sup>. »

1989, l'URSS s'essouffle aux quatre points cardinaux de son espace vital. L'Europe centrale prend en main son destin. La Yougoslavie de l'après Tito s'effondre dans les Balkans, avec Srebrenica victime de triste mémoire pour l'Union européenne et son destin compromis d'un cachet indélébile. D'un paradoxe, la seconde guerre mondiale avait enfanté d'une révolution, celle de la construction européenne.



© En mémoire des communards en exil  
Amis de la Commune de Paris 1871 -  
Section Luxembourg LP-2013



© Cimetière des Bons Malades - Luxembourg  
Guerre de 1870 LP-2013



© Révolution copernicienne LP-2012 Torun Pologne



© Présence soviétique LP-2012 Saaremaa Estonie



© L'homme nouveau LP-1991 Kranj Slovénie

### Hymne national slovène<sup>10</sup>

France Prešeren - Le Toast

Živé naj vsi naródi,  
ki hrepené dočakat' dan,  
da, koder sonce hodi,  
prepir iz sveta bo pregnan,  
da rojak  
prost bo vsak,  
ne vrag, le sosed bo mejak!

Vivent tous les peuples du monde  
Qui aspirent à voir le jour  
Où le soleil dansant sa ronde  
N'éclairera que de l'amour,  
Où tout citoyen  
Sera libre enfin,  
En paix avec tous ses voisins!

## - Révolution à usage militaire

Le processus révolutionnaire est un mouvement de transition, un risque vers un temps d'incertitudes que l'on ne contrôle pas. En 1940, le régime de Vichy instaure la révolution nationale, un régime autoritaire avec une restriction des libertés publiques, une résurgence de l'ancien régime, discipline, valeurs morales, travail famille patrie, un ordre social nouveau en réaction à la république. « Ainsi renaîtront les élites véritables que le régime passé a mis des années à détruire et qui constitueront les cadres nécessaires au développement du bien-être et de la dignité de tous » (Discours du maréchal Pétain du 11 octobre 1940). En 1944, la France était au bord de l'implosion, délations, haines, vengeances, règlements de comptes et l'insurrection était latente avec un parti communiste 1<sup>re</sup> force politique et victorieuse ; comment et pourquoi n'a-t-il pas saisi le pouvoir ?

À la phase primaire, les premiers instants révolutionnaires sont des situations d'euphorie, où l'on croit le changement possible. C'est le temps où les idées foisonnent, des projets de création et de réforme. Après cette période, ou la révolution s'achève en ayant transformé la société et les mentalités ou elle se poursuit et se radicalise pour des motifs divers tels que la maîtrise de l'ennemi intérieur et extérieur. Elle recherche des alliances étrangères ou elle se transforme en régime de terreur. Ce fut le cas du communisme de guerre en 1920 en Russie. Mais, quelle que soit la révolution, elle ne peut pas se déployer s'il n'existe pas au préalable des conditions propres à son expansion. Ainsi, pour mener une révolution à son aboutissement, il faut être en mesure d'obtenir l'information dite sensible (les failles de l'adversaire), des finances et une logistique. Revenons au *Prince* de Machiavel, un contexte culturel particulier et très créatif a notamment modelé le domaine de l'art militaire. Les bouleversements religieux avec la Réforme vont être l'occasion de faire une *révolution militaire* qui consiste en la combinaison d'armements techniques pour servir les princes, de reconsidérer avec l'apport de procédés chimiques la fabrication de la poudre noire, de concevoir des projets permettant de joindre les projectiles à plus ou

moins longue portée avec l'action rapprochée des soldats pour mieux concentrer la frappe, la mobilité et la puissance décisive du feu. Léonard de Vinci n'avait-il pas produit des dessins d'armes fantastiques ! Alors que l'artillerie n'est pas encore mobile, l'arme à feu d'infanterie, le fusil à pierre modifie le combat avec un alésage amélioré du canon plus léger. Ce type d'armes fait évoluer la formation de la troupe vers des méthodes opérationnelles. Le procédé technique, l'invention agissent sur le politique.

« Plût au ciel que ce maudit engin (l'arquebuse) n'ait jamais été inventé ! Je n'aurais jamais reçu ces blessures qui maintenant me font souffrir, et tant de soldats si vaillants n'auraient pas été assassinés, pour la plus grande part, par les hommes les plus pitoyables et les plus grands lâches... »

Blaise de Montluc (1502 –1577)

Gustave-Adolphe roi de Suède avait introduit des réformes militaires en particulier une artillerie de campagne légère et très mobile, des cavaliers munis de pistolets, les reîtres allemands équipés d'armes à rouet qui leur permettront de tirer à cheval. En 1687, la baïonnette à douille autour du canon est introduite. Le harcèlement de positions arrières et celui du ravitaillement préfigurent la qualité de partisan au processus révolutionnaire. Les dragons efficaces et peu coûteux en équipement introduisent la tactique de harcèlement en ville pour faire peur aux citadins protestants, donnant corps aux dragonnades. La cavalerie légère devient aussi un modèle dont l'origine balkanique est le stradiot du XVIe siècle et plus tard le hussard. Ces unités mobiles serviront par la suite pour ramener l'ordre dans les insurrections urbaines. Les mercenaires vont percevoir une solde, un moyen de contrôler l'indiscipline, la rudesse de leurs actions, du pillage et des viols dans les contrées urbaines ; les estampes *Les misères de la guerre* de Jacques Callot vers 1632 décrivent la souffrance infligée aux autochtones par la soldatesque. Le mercantilisme, théorie d'accumulation de richesses au XVIe siècle a un rôle moteur dans la production d'armements en creusant les écarts de pauvreté dans la population, facteur d'insurrection. L'ingénierie militaire allouée aux nouvelles théories du combat et de la pensée militaire incarnée par le Comte de Guibert préparent l'État moderne où la guerre et la logistique sont parties prenantes à l'économie. Il introduit un traité *De la Force Publique* où il expose la Patrie en danger avec des missions de sûreté que sont les Armées, la Police et la Gendarmerie. Les armées privées seront interdites et les campagnes en paix pourront prospérer. Pierre le Grand, soucieux des transformations de sa nation fait disparaître les *Streltsi* vieille structure de soldats-commerçants pour faire ancrer la Russie à l'occident et sous la révolution, la conscription du soldat-citoyen marque une rupture avec la guerre de dentelles et le mercenariat. Les révoltés américains inexpérimentés mais des citoyens déterminés après Saratoga en 1777 remporteront la guerre d'indépendance avec la coalition française. En 1861, la guerre civile qui oppose les confédérés aux nordistes est un conflit de marchés et d'industrialisation. L'infrastructure de l'État moderne fait appel à la science appliquée aux corps des ingénieurs du génie pour consolider, bâtir la ville fortifiée. Et dans toute

ville conquise se pose le problème de sûreté. Tout suspect est sous surveillance. Le XVII<sup>e</sup> siècle est de ce point de vue intéressant tout simplement parce que la guerre est devenue un élément central de la formation de l'État moderne et que la fonction du militaire s'affirme pour dominer le civil. Cela signifie qu'il faut contrôler la population et définir des rapports entre les gouverneurs militaires et les habitants d'une ville conquise afin d'éviter les émeutes, les révoltes. C'est ainsi que le roi pour gagner la confiance des habitants accordera des privilèges. L'implantation des garnisons dans les centres urbains constitue un rôle moteur du développement économique et du marché. Ainsi se développe une politique de sûreté, il faut maîtriser la faiblesse des habitants afin qu'ils ne se constituent pas en groupe d'oppositions, il faut surveiller les lieux, interdire les réunions et surtout contrôler la circulation des armes. La création de l'arsenal avait atteint cet objectif. Le système de perquisition est instauré avec l'application des lois de la protection des biens. De même faut-il restreindre la dispersion des soldats pour pouvoir disposer d'unités mobiles d'intervention en tout lieu de la ville et de sa zone d'influence. Pour éviter tout désagrément de la part de la population, l'un des objectifs de l'État moderne est de se préparer à la révolte et de disposer d'une structure de résistance. La milice remplira ce rôle. Cette manière de concevoir l'État moderne développe un concept de défense où il faut encadrer la population civile en temps de paix et l'utiliser dans la fortification d'œuvres militaires ou d'infrastructures de communication. Il faut donc gagner la confiance de la population civile et lui donner les moyens de jouir de sa liberté sans pour autant renoncer à la surveillance. Dans les zones frontalières ou les zones de non-droit, l'espionnage est indispensable : « on aura un homme ou deux payés ou plusieurs, selon la grandeur de la ville, qui s'en iront à l'heure du souper par les Hostelleries, voir ceux qui sont, les écouter et s'il est besoin les interroger et s'informer des hôtes, de ce qu'ils sont et de ce qu'ils disent et les regardera tous et rapportera au gouverneur ce qu'il aura appris s'il y a quelque chose qui importe. Ceci se fait à Genève<sup>21</sup>. » La monarchie austro-hongroise a recourt régulièrement aux rapports des agents infiltrés dans les confins de l'empire. Le système des *Uskok* garantissait une stabilité relative au pays en permettant aux soldats-paysans de cultiver un lopin de terre en accédant à la propriété, de réduire le caractère nuisible des razzias en restant fidèles à l'autorité.

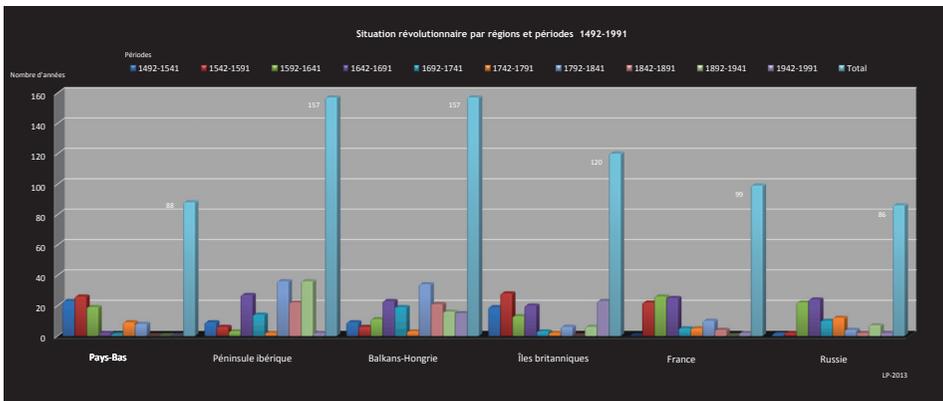
Est-ce dans la nature de l'homme de faire violence ? Contient-elle la solution pour annihiler le recours à la force ? Comprendons bien, que la guerre soit avant tout un acte politique, qu'elle prenne la forme d'une révolte, d'une action terroriste, révolutionnaire ou de résistance ... l'engagement terroriste suppose précède en partie l'action militaire qui déclenche le conflit notamment dans la guerre de partisans. C'est par exemple l'interprétation donnée par les autorités officielles dans le conflit syrien d'aujourd'hui. La guerre ne constitue pas un incident de parcours, mais bien réellement un acte politique. Un État faible et relativement désarmé attire la convoitise des voisins, la crise naît d'une politique médiocre et modifie l'équilibre des forces. L'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques a eu pour effet de réveiller les querelles tribales et l'échec

de la politique ainsi que de révéler l'extrême fragilité de l'empire. Que ce soit le réveil des nationalités dans le Caucase, l'Asie centrale ou ailleurs, la violence est une plaie que la politique, cause de guerre, devrait justement domestiquer afin de renforcer le caractère de l'État et du monopole de l'emploi légitime de la violence pour rétablir l'ordre public, la sécurité, la paix.

#### Situation révolutionnaire par régions et par périodes (Nombre d'années) - 1492-1991

période	Pays-Bas	péninsule Ibérique	Balkans et Hongrie	îles Britanniques	France	Russie	total
1492-1541	23	9	9	19	0	1	61
1542-1591	26	6	6	28	22	2	90
1592-1641	19	3	11	13	26	22	94
1642-1691	2	27	23	20	25	24	121
1692-1741	1	14	19	3	5	10	52
1742-1791	9	2	3	2	5	12	33
1792-1841	8	36	34	6	10	4	98
1842-1891	0	22	21	0	4	2	49
1892-1941	0	36	16	6	0	7	65
1942-1991	0	2	15	23	2	2	44
total	88	157	157	120	99	86	707

Source : Tilly, Charles. 1993. *Les révolutions européennes 1492-1992*. Faire l'Europe. Éditions du Seuil, Paris, p. 375.



En 1870, l'occupation du nord, nord-est de la France par les troupes prussiennes et bavaroises au cours de leur progression a été le théâtre d'une violence entre les troupes engagées et la population locale. Ces mouvements de troupes réglées ont commis des actes hostiles et des exécutions sommaires envers la population civile qui s'est organisée de manière sporadique en actions de guérilla, de guerre de partisans sans uniforme gênant la progression des troupes ennemies. Par la suite, cette technique d'agression et de défense contre une armée régulière projettera le sentiment de peur dans la mémoire des troupes germaniques ; c'est pourquoi, durant l'invasion de 1914 dans les Ardennes

belges et le nord, l'Allemagne abusera de la terreur parmi la population comme un élément de psychologie pour la contraindre à l'immobilisme. Comme disait saint Augustin, pour restaurer la paix, il faut « l'ordre dans la tranquillité ». Définition qui sera par la suite la base de toute négociation diplomatique pour enfermer la guerre dans les règles juridiques et morales. Ainsi, la population peut s'adonner à la paix, la politique doit servir la paix et rejeter la conception politique romaine de la domination totale de l'État sur les adversaires ou de l'opinion d'un Mikhaïl Toukhatchevski, bolchevik et partisan de l'offensive à outrance, un des fondateurs de l'Armée rouge ayant réprimé les révoltes de Cronstadt, de Tambov et le banditisme jusqu'à son exécution par Staline en 1937, accusé de haute trahison au profit des nazis.

### - Droit souverain ?

Notre humanité est parsemée de conflits, de soulèvements de peuples et de princes, qu'ils aient tous leurs motivations, le droit de la guerre, le droit humanitaire s'imposent contre l'homicide collectif, organisé et dirigé. Voici ainsi définie une grande révolution et nous en avons connu ; celle de l'homme qui commence à s'exprimer avec un langage et une culture universelle. La révolution des grandes religions monothéistes qui ont pour un temps affaibli les croyances polythéistes. La révolution de l'imprimerie et de la diffusion de la pensée critique avec celle d'aujourd'hui, la communication numérique. Le grand basculement de notre centre monde méditerranéen quand l'Europe découvre la Turquie ottomane de 1458 (Lettre d'Érasme sur la guerre contre les Turcs, *Comment la folie est conduite à faire son propre éloge.*) modifiant ainsi notre vision du monde vers les Amériques. La géopolitique n'a jamais été aussi présente dans le processus révolutionnaire et récurrent de notre humanité en proie à de nouvelles incertitudes.

Le droit et l'histoire de son évolution dans les relations internationales sont révélateurs d'une véritable métamorphose de l'homme, de son esprit, de son destin. Il faut remonter le temps et son futur, mais n'est-ce pas l'œuvre des historiens ou des philosophes pour donner encore un sens à la raison ! À plusieurs reprises, nous avons abordé la question de l'État dans la régulation de nos désirs de violence. Pendant une très longue période, la brutalité était la règle entre la répartition des pouvoirs et le caractère oppressif des régimes. La guerre était considérée comme un régulateur des forces avec l'application des inventions de mort. La dernière en date a été certainement celle de la dissuasion nucléaire, arme politique modifiant radicalement les doctrines militaires. Le droit a révolutionné notre pensée en nous imposant des mesures coercitives sous forme de traités, de conventions diplomatiques avec des clauses politiques, religieuses, territoriales ou économiques. Le caractère barbare des conflits doit contenir des limites dans la codification juridique et de l'alternative émerge un groupe de pionniers l'Espagnol Vittoria, Emeric Crucé, *Discours d'État représentant les occasions et moyens d'établir une paix*

*générale*, Grotius de *Jure belli et pacis*, Emmerich de Vattel *Droit des gens*... dans le but de préserver la nature humaine de ce monde de prédateurs et de ne plus considérer chez Socrate la guerre comme une sorte de maladie et de désordre. Ainsi, par le droit pour le droit, les États souverains sont contraints de limiter la violence par des projets pour la paix perpétuelle aux conventions de La Haye, à celles de Genève, aux protocoles additionnels et à la Charte des Nations Unies. Dans le traité de Paris de 1856 qui met fin à la guerre de Crimée, le principe d'autodétermination est devenu un élément important pour réduire le risque de guerre et de résurgence de mouvements révolutionnaires et contre-insurrectionnels.

L'État, clé de voûte d'un système-monde est garant de la paix à l'aide d'instruments juridiques négociés entre belligérants, arbitres et doctrines conçues à cet effet depuis le parachèvement des réformes entreprises il y a quelques siècles. Mais notre monde d'aujourd'hui, jonglant entre crise et devenir, semble être remis en cause notamment dans le processus de régulation des échanges et de la mondialisation. N'entend-on pas parler de l'affaiblissement de l'État ! Qu'en est-il ? D'une part, le concept de mondialisation est ancien et ne concerne que certaines zones mercantiles comme l'a fort bien démontré l'âge d'or espagnol du XVI<sup>e</sup> siècle dans les Amériques. D'autre part, les déficiences de l'État décrié (Notion relative, les États ont joué récemment un rôle central dans le redressement des institutions financières) sont l'occasion de repenser les prérogatives de la puissance publique notamment dans le cadre européen de l'Union. La décision politique de l'État français, par son soutien, a bien sauvé la révolution libyenne. Les menaces sont récurrentes dans l'histoire. Certes, la violence est peut-être un peu plus sinieuse, diluée dans des mouvances extrémistes, sans foi ni loi, dérogeant aux lois internationales comme jadis le mouvement des anarchistes.

Les organisations dites terroristes et transnationales sont étrangères au droit et aux règlements internationaux sur l'échelle des valeurs établies depuis le XVI<sup>e</sup> siècle pour réduire la violence des États souverains. Ces organisations nuisibles sont flexibles et elles vivent du communautarisme, de l'émotion, de la pulsion, de l'image tronquée à l'ère de la communication numérique, elles ont des atouts tels que l'accès à l'information immédiate, la mobilité (logistique et capacité de feu avec la technologie...), des transferts financiers de réseaux malveillants pour contraindre les États à la négociation et à la perte de crédibilité. Soumises à aucune contrainte, ses structures interprètent l'opinion publique à leur guise et elles peuvent intervenir et stigmatiser des révoltes ou des intrusions à caractère révolutionnaire dans des zones en proie à l'instabilité. De tels agissements ne sont en rien différents des organisations subversives ou maffieuses dont le label - conspiration, trahison, corruption, prédation, persécution, trafic de matières illégales - n'est pas étranger au banditisme. C'est en cela qu'il faut craindre la faillite des États dans leur fonction régaliennne du Droit en laissant des marges de manœuvre et de la discorde au monde de la périphérie.

## Ataraxie

Ce traitement de la cause des malheurs de notre temps est fondé sur notre cupidité et notre rejet à l'égard de l'autre. La notion de durée dans l'histoire des mouvements insurrectionnels, révoltes ou révolutions, guerres sous toutes ses formes, est révélatrice de l'ampleur du « politique » dans nos décisions et nos carences de rendre la vie plus barbare qu'elle ne l'est.

Mateo Flecha (1481-1553) *La Guerra* : « Todos los buenos soldados » - « la guerre paraît douce à ceux qui n'en ont pas l'expérience ». (Adage 3001). Siècle de l'humanisme, il nous a légué un héritage, la liberté d'esprit pour combattre toute forme d'intégrisme. Luther et Érasme tombent tous deux dans l'hérésie, Thomas More est décapité, les armées de Charles Quint mettent à sac la cité de Rome. Les guerres européennes se profilent alors qu'au sud, un sultan imagine à Istanbul un modèle de gouvernement pour les hommes de bonne pensée, l'Orient fascine et inquiète... L'Occident se déchire... Faut-il conclure pour ne plus espérer en l'homme ! Nous avons su exporter nos faiblesses, nos drames et nos ambitions dans le monde. Saurons-nous importer, en nous, la paix perpétuelle !

## Annexes

### ■ Condamnation et supplice de Jean Hus

... Le samedi après la Saint Ulrich, le 8 juillet 1415, il y eut une session. Notre sire le roi, le duc Louis de Bavière-Heidelberg et beaucoup d'autres princes et seigneurs temporels étaient présents et la session se tint la sixième heure après minuit. Maître Jean Hus de bohème, l'hérétique, fut amené, et le révérend et pieux Maître Jean Dachery, régent en théologie à l'Université de Paris, prêcha sur son hérésie perverse. Et Hus fut réfuté par le saint et divin enseignement de la Sainte Ecriture et furent prouvés l'hérésie véritablement fausse des articles qu'il avait prêchés et enseignés, et le bien fondé de la sentence prononcée contre lui.

... Ils conduisirent (Hus) au milieu d'un petit champ, à l'extérieur de la ville... Quand il arriva au champ et vit le bûcher, le bois et la paille... Le bourreau le prit, et en hâte le lia dans sa robe à un poteau vertical, plaça un escabeau sous ses pieds, empila bois et paille tout autour, éparpillant un peu de poix sur lui, et mit le feu. Il commença à crier terriblement, mais très vite il fut consumé...

Ulrich de Richental, *Chronique du concile de Constance*, éd. par M. R. Buck, dans *Bibliothek des Litterarischen Vereins in Stuttgart CLVIII, Tübingen, 1882*, pp. 79–81.

### ■ Lettre de Tolstoï à Nicolas II

1902

... Un tiers de la Russie est placé sous «surveillance renforcée», c-à-d. en dehors des conditions légales. Les armées de la police publique et secrète sont en accroissement constant. Les prisons, les colonies pénitentiaires sont pleines de milliers de détenus et de condamnés politiques, au nombre desquels on range aussi les ouvriers. La censure émet des interdictions plus insensées encore qu'aux pires moments des années 40. Jamais les persécutions religieuses n'ont été si nombreuses et si violentes, et elles tendent à l'être toujours davantage. Dans toutes les villes et centres industriels,

les soldats sont lancés contre le peuple avec leurs armes chargées. En bien des endroits ils ont déjà versé le sang de leurs frères et on peut s'attendre à des rencontres plus cruelles encore toujours et partout. Le seul résultat de l'activité redoutable du gouvernement et que les cent millions d'habitants des campagnes sur qui repose la puissance russe s'appauvrissent d'année en année de sorte que la famine est devenue un phénomène normal. Non moins normal est le mécontentement de toutes les couches sociales envers le gouvernement et l'animosité qu'elle lui témoigne ouvertement...

Melnik. *Russen über Russland* p. 442-443 in Giterman, III, p. 622

■ **Correspondances du Consul de France à Odessa : Sauvaire** (Juillet – août 1903)

in *Archives du Quai d'Orsay* N.S. Russie, dossier 12 Agitation révolutionnaire pp. 320/322 et ss.

Odessa, le 12 août 1903

«Notre petit père le Tzar avait ordonné d'augmenter les salaires et de diminuer les heures de travail et puis on a été trop loin et il a dû donner contre-ordre». C'est ainsi que le peuple résume les événements qui viennent de se passer, et cette appréciation résignée ne manque pas de justesse si l'on considère qu'un délégué du ministre de l'intérieur est venu ici passer plusieurs mois pour enseigner l'art de la grève aux ouvriers et que ceux-ci, à leur première tentative de mettre à profit des enseignements reçus de si haut, ont dû renoncer aussitôt et se courber-endoloris et frémissant sous les coups de nagaïka des cosaques.

...

Une bande de grévistes a même fait irruption dans le consulat général Austro-Hongrois pour en chasser quelques maçons occupés à des réparations, pendant que plus de 2000 d'entre eux stationnaient devant la porte.

La répression s'est fait attendre ; elle n'en a été que plus terrible et plus attristante, la douceur dont on avait (usé) pendant plusieurs jours envers eux ayant naturellement encouragé encore les grévistes ; elle était malheureusement fatale, si l'on ne voulait pas condamner Odessa au pillage, à l'incendie et au meurtre...

De tous les points où des troubles ont éclaté arrivent pour le moment des nouvelles meilleures que ces jours-ci ; la tranquillité et le travail continuent, mais la situation reste incertaine.

L'émotion persiste et plus d'un grand propriétaire se montre fort soucieux et ne me cache ni ses inquiétudes ni ses regrets de ne pas pouvoir transporter sa fortune ailleurs. D'autre part, les perquisitions continuent ainsi que les arrestations ; des papiers compromettants pour beaucoup de personnes auraient été saisis au domicile de Chaïevich et un grand nombre de juifs connus ont été emprisonnés.

Sauvaire

■ **Un tract bolchevik**

Juillet 1914

Camarade !

Le gouvernement, dirigé par les capitalistes, a tout de bon déclaré une guerre sans merci aux masses laborieuses. Partout, qu'il s'agisse de grèves politiques ou économiques, des héros sanguinaires se manifestent dans les rangs de la police. Ils commettent impunément des actes de violence, procèdent à des arrestations massives, faisant même parfois usage de leurs armes, et ferment indistinctement syndicats et associations culturelles. Mais tout cela ne leur sert de rien. Chaque jour, les prisons se multiplient en Russie comme des champignons ; chaque jour, la presse

fait état de la déportation de nos camarades dans les endroits les plus éloignés. Mais partout les grèves se multiplient dans des proportions gigantesques. Les paysans ne paient plus leurs fermages, coupent les bois de la Couronne ceux des nobles, et réduisent leur manoir en cendres. Les soldats refusent de prêter serment, insultent leurs officiers, et lisent des journaux clandestins.

... Le gouvernement a peur...

Nous sommes à la veille de grands événements, et aujourd'hui ou demain, vos palais luxueux seront transformés en clubs et en maisons du peuple... Les fabriques et les usines ne travailleront plus que pour les masses laborieuses. Les prisons seront bondées de gens de votre espèce... Vos bois, vos prairies, vos champs, tout ce que vous avez tombera dans les mains de ceux que vous avez humiliés.

Camarades ! Prêtez l'oreille, et soyez prêts à tout. Attendre, supportez, – en voilà assez de ces termes ! Notre devise est : vive la lutte implacable contre le gouvernement et les capitalistes ! À bas le capital ! Camarades, préparez-vous ! Vive le socialisme !

Les grèves de juillet 1914 à Pétersbourg  
in *Proletarskaja Revoljucija* n°8–9, 1924

## Bibliographie

Cassan, Michel. Haddad, Elie. Muchnik, Natalia. Tuttle, Élisabeth. 2007. *Les sociétés anglaise, espagnole et française au XVII<sup>e</sup> siècle*. Paris : Cned/Sedes.

Chaix, Gérald. 2003. *La Renaissance des années 1470 aux années 1560*. Paris : Cned/Sedes.

Chirazi, Sandra. Menand, Raphaël. 2010. *Histoire de la mondialisation capitaliste*. t.2, 1914-2010. Collection Éclairage. Pantin : Les bons caractères.

Descottes, Édouard. 2010. *Histoire de la mondialisation capitaliste*. t.1, 1492-1914. Collection Éclairage. Pantin : Les bons caractères.

Emmanuelli, François-Xavier. 1992. État et pouvoirs dans la France des XVI<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles. La métamorphose inachevée. Paris : Nathan.

Hobsbawm, Éric. 1996. *Nations et nationalismes depuis 1780*. Paris : Éditions Gallimard.

Laroche, Josepha. 2011. *La brutalisation du monde. Du retrait des États à la décivilisation*. Montréal : Éditions Liber, Canada.

Moore, Robert I. 2001. *La première révolution européenne*. X<sup>e</sup>–XIII<sup>e</sup> siècle. Faire l'Europe. Paris : Éditions du Seuil.

Tilly, Charles. 1993. *Les révolutions européennes 1492–1992*. Faire l'Europe. Paris : Éditions du Seuil.

## Notes

<sup>1</sup> *Le pouvoir des cartes*. Textes édités par P. Gould et A. Bailly, 1995. p. 24.

<sup>2</sup> Ed. G.B. Siracusa Il Regno di Guglielmo I in Sicilia, II, Palerme, 1886, p. XVIII-XXIII

<sup>3</sup> Ibn Djubair. *Voyage*. Traduction Godefroy De Mombynes, Paris, 1932.

<sup>4</sup> 1. A. de La Borderie. « Histoire de la conspiration de Pontcallec (1717-1720) ». *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1858. Extrait de *l'Histoire de notre Bretagne* de Cécile Danio, Rennes, 1922. Une histoire patriotique de la conspiration de Pontcallec (1922). Joël Cornette. 2008. *Le marquis et le régent, une conspiration bretonne à l'aube des lumières*. Paris : Tallandier. pp. 405-411.

<sup>5</sup> Note de l'ambassadeur de France de La Barde vers 1652.

<sup>6</sup> Georges Livet. Revue d'histoire diplomatique, *La guerre des paysans de 1653 en Suisse, vue par l'ambassadeur de France*. pp. 131-165.

<sup>7</sup> Cité par Georges Livet in *La guerre de Trente ans*, Paris, PUF Coll. Que sais-je ? 1963. p.121.

<sup>8</sup> Revoljucija 1905-1907 gg. *Materialy i Dokumenty M.L.*, 1960, t. II, 2, p. 278-279.

<sup>9</sup> Narinski Mikhaïl « Le gouvernement soviétique et le problème des frontières de l'URSS (1941-1946) », Coeuré Sophie, Dullin Sabine (dir.) *Frontières du communisme*, Paris, La Découverte, 2007, p. 201.

<sup>10</sup> Traduction Viktor Jesenik

<sup>11</sup> Jean-François Perno. « La guerre et l'infrastructure de l'État moderne : Antoine de ville, ingénieur du roi, la pensée d'un technicien au service de la mobilisation totale du royaume ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, septembre 1987, pp. 405-425.

